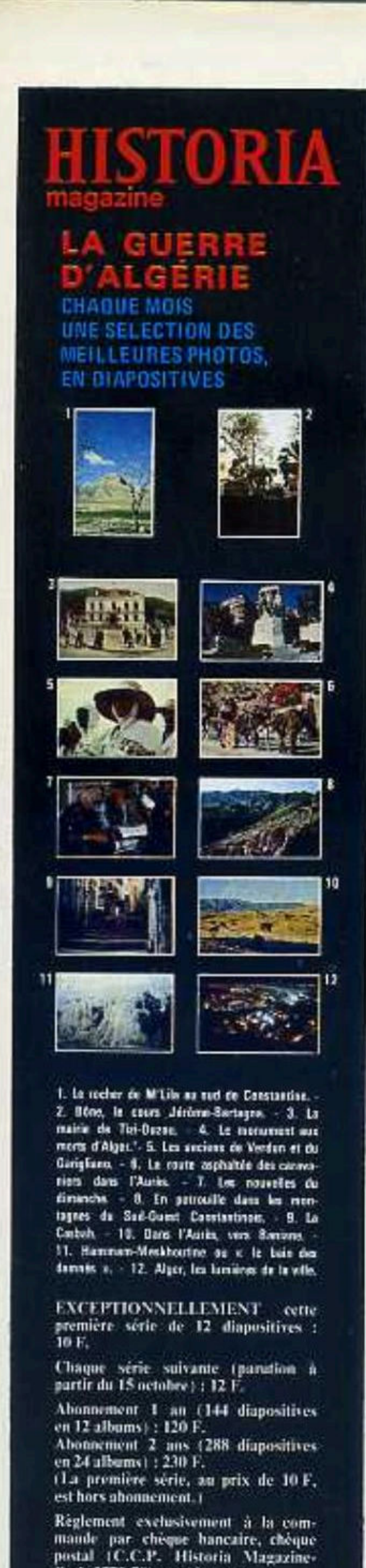
HISTORIA magazine 51

Hebdomadaire paraissant le lundi n° 253 France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



L'ÉVASION ROMANESQUE DE J. SOUSTELLE





D'UN WEEK-END A L'AUTRE

Jean FONTUGNE

JACQUES SOUSTELLE, bien arrivé à Alger, entreprend, le 19 mai, une tournée de propagande en Algérie. Le même jour, la conférence de presse tenue par le général de Gaulle au Palais d'Orsay provoque, s'il en était encore besoin, un peu plus de confusion dans les milieux politiques en métropole. Elle est sans doute également à l'origine de l'échec de la grève générale décidée par la C.G.T. dans la région parisienne.

Lorsque, le 20 mai, le président Pierre Pflimlin sollicite le renouvellement des pouvoirs spéciaux, il sera, certes, suivi par une majorité impressionnante de parlementaires (473 voix pour contre 93), communistes compris. Mais que représentent ce jour-là les élus? Une large majorité de Français manifeste une indifférence totale à l'égard de ce gouvernement qui demande des pouvoirs accrus pour mettre fin à l'insurrection en Afrique du Nord mais, en même temps, accorde au général Salan les pleins pouvoirs sur l'ensemble de l'Algérie et lève le blocus qu'il avait décidé quelques jours auparavant.

Quel intérêt peut porter la métropole au dernier ministère de la IVe République alors que les discours prononcés à l'Assemblée nationale traduisent finalement l'impuissance du pouvoir? Que signifiait l'appel à « l'exemple des conventionnels » que conseillait Mendès-France, un des plus anciens parlementaires? Avec quels moyens le gouvernement pourrait-il se faire respecter, être assuré de l'exécution de ses ordres, alors que, déjà, des armes sont distribuées à Paris, que le général Ély a démissionné?

Londres et Washington ne s'y trompent pas. Malgré le peu de sympathie que Britanniques et Américains réservent au général de Gaulle, son accession au pouvoir leur paraît, dès ce 20 mai, inéluctable.

A Tunis et à Rabat, l'émotion est forte. Les manifestations de fraternisation, qui se multiplient en Algérie, provoquent en même temps dans ces pays la crainte de voir l'armée française prendre l'initiative de reconquérir les anciens protectorats. Le président Bourguiba, quelque peu affolé, décide même d'en appeler au Conseil de sécurité.

On est loin de pareils projets, à Alger, où se préparent le plan « Résurrection » et, pour le prochain week-end, un nouveau débarquement en Corse.

J. F.

Sommaire n° 53 - Historia magazine n° 253

MAI 1958 : L'A.L.N. BAT DE L'AILE

Mai 1958 : c'est la mi-temps du conflit. En quatre ans, l'armée française s'est implantée partout, le F.L.N. a mis au point sa doctrine. Les civils des deux communautés ont payé en trop le prix du sang. Ils veulent la paix !

Au printemps de 1958, le commandement français en Algérie commence à s'estimer satisfait. La rébellion marque le pas. La marée paraît étale. Les forces de l'ordre reprennent à peu près partout l'initiative. Mais pour juger de l'amélioration de la situation, un rapide retour en arrière s'impose.

C'est à la fin de 1956 que le point le plus bas a été atteint, deux ans après les tragiques événements de la Toussaint. Dans l'ensemble, le bilan de l'année 1956 apparaît comme désastreux dans tous les domaines, politique ou militaire, sans oublier le plan extérieur, avec l'inscription de l'affaire algérienne à l'O.N.U. et le lamentable fiasco de l'expédition de Suez. A partir de l'Aurès, foyer d'insurrection originel, la rébellion dispose de solides bastions qui sont de véritables « républiques F.L.N. », la Kabylie, le Constantinois, la presqu'île de Collo, l'Est algérois. Cheminant d'est en ouest, par l'Atlas tellien et l'Atlas saharien, le « pourrisse-





1956 : le F.L.N. tient la France en échec; ses maquis sont dotés à 60 % d'armes de guerre

ment » a gagné des régions considérées comme saines jusque-là, les monts de Tiaret, le Dahra, le djebel Nador, l'Ouarsenis, l'est de la Mitidja. Les monts de Tlemcen, l'Oranie, épargnés jusque-là, sont maintenant contaminés. En quelques mois, la rébellion a fait tache d'huile, couvre maintenant presque toute l'Algérie et mord sur les pourtours du Sahara.

Les attentats, les sabotages concernent l'ensemble du territoire. On en enregistre 2 500 d'août à novembre 1956 et 3 500 rien que pour le seul mois de décembre. Les lignes de communication paraissent alors spécialement visées. Quant au terrorisme urbain, il est en pleine croissance et concerne surtout Oran et Alger. A d'innombrables indices, désorganisation des transports, des postes, du téléphone, de la vie administrative, on constate un morcellement, une « balkanisation » de l'Algérie.

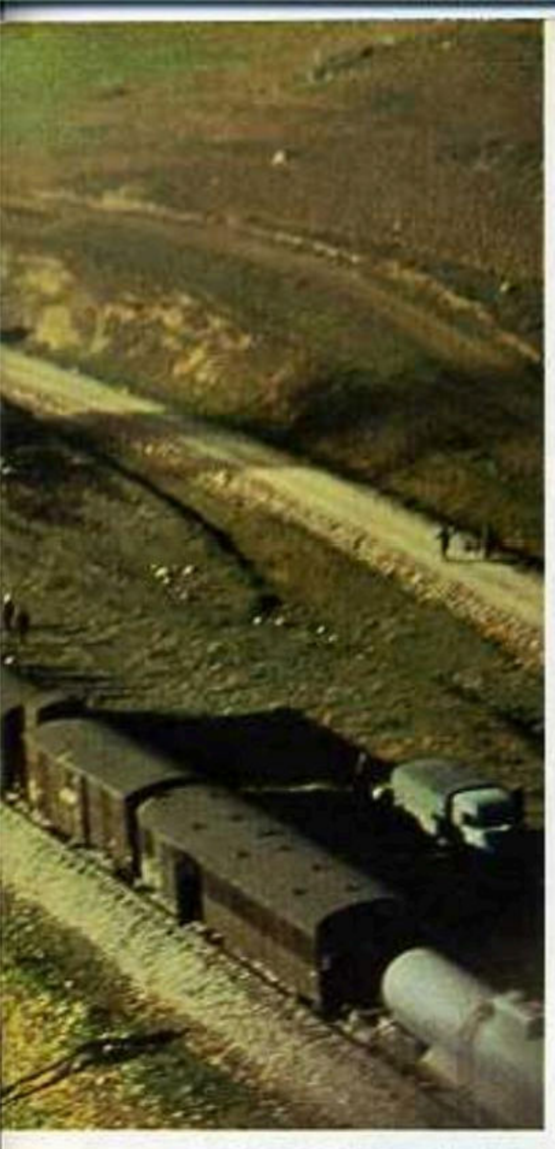
Les bilans opérationnels trahissent l'importance croissante des bandes de l'A.L.N. Si près de 3 500 rebelles ont été mis hors de combat en 1955, on en compte plus de 19 000 en 1956. La qualité de l'armement s'améliore parallèlement. La proportion de fusils de guerre ne cesse d'augmenter et on voit apparaître, en quantités croissantes, des fusils mitrailleurs, des mitrailleuses, voire des mortiers, inexistants lors des années précédentes. On estime alors que le F.L.N. dispose de 20 000 combattants réguliers (dont 60 % avec des armes de guerre) et près de 30 000 supplétifs armés de pistolets automatiques ou de fusils de chasse. L'amélioration qualitative de l'armement s'explique presque essentiellement par le trafic qui s'effectue aux frontières. Par le Maroc et la Tunisie, l'A.L.N. reçoit en moyenne près de 1 000 armes par mois et dispose, dans les anciens protectorats, de véritables bases arrière.

Malgré de belles opérations, force est donc de constater que le bilan de l'année 1956 est défavorable. Les forces de l'ordre sont toujours victimes de sanglantes embuscades et se montrent encore incapables de lutter contre l'emprise que le F.L.N. exerce sur la population. Le commandement ne réussit pas encore à trouver un équilibre entre les missions de protection et la destruction des groupes de l'A.L.N. Un seul point positif: la hantise d'un Dien Bien Phu paraît écartée.

◀ **Quant aux effectifs de l'A.L.N. au moment du 13 Mai, ils sont de 20 000 combattants réguliers et de 26 000 auxiliaires, sans compter l'organisation politico-administrative implantée dans la population. Sans compter aussi les supplétifs, les *moussbilin*, partisans en civil dont on ne connaît pas le nombre.**



Un tas de ferraille. ▶ Tout ce qui reste d'un blindé qui vient de heurter une mine, à Lamy, près de la frontière tunisienne. En 1958, 19 300 méfaits sur le territoire algérien. 24 900 pendant l'année 1957.



◀ Guérilla et terrorisme. Ce sont les constantes du combat de l'adversaire. Ici, le premier train de pétrole d'Hassi-Messaoud a sauté sur des mines.



Sur la plage de ▶ Collo, Sikorsky H-34 échoué comme un gros poisson. C'est en réalité l'indispensable oiseau à détecter les bandes « fells » dans le paysage.

◀ 20 000 armes, individuelles et collectives, arment les maquis de l'A.L.N. en 1958. On y trouve : roquettes, bazookas japonais, carabines...



Action ▶ psychologique. La partie n'est pas gagnée. Les errements de la politique française, les succès diplomatiques du F.L.N. troublent les esprits.

Ces résultats médiocres s'expliquent, en grande partie, par des hésitations d'ordre tactique, par la nécessité d'intégrer, d'adapter les renforts venus de la métropole. Ajoutons que les effectifs de l'armée de terre ont connu de brutales oscillations. Partis de moins de 200 000 hommes en janvier 1956, ils ont atteint 380 000 en octobre, avant de retomber à 300 000 trois mois plus tard, avec le départ des disponibles. Enfin, l'affaire de Suez a entraîné une sévère ponction sur les réserves générales pendant de longues semaines.

Malgré tout, dix-huit mois plus tard, la situation se présente sous un jour totalement différent. La croissance régulière des effectifs, qui atteignent près de 400 000 hommes, va de pair avec une amélioration sensible de la qualité et de l'homogénéité. Sans nuire au quadrillage, toute une série de mesures prises par les généraux Lorillot et Salan se révèlent fructueuses, notamment la création de « groupements d'intervention » à l'échelon de la région, de la division militaire ou de la zone opérationnelle. Le groupement type comprend un état-major, deux bataillons d'infanterie, un élément blindé. La lutte contre les bandes reçoit alors une impulsion décisive. De même, pour les opérations locales, chaque bataillon doit pouvoir mettre sur pied une compagnie d'intervention. Pour les grandes opérations, le commandement dispose encore d'unités d'élite, comme la 10ᵉ D.P. et la 25ᵉ D.P., la 7ᵉ D.M.R., le 11ᵉ « choc »...

Dans les zones assainies, toute une infrastructure politico-militaire est mise en place dans le cadre de la guerre psychologique. Le but est d'effectuer la reconquête de la population, libérée de l'emprise du F.L.N., par une propagande active assortie ▶



◀ Des dunes, aux confins de la frontière algéro-tunisienne gardés par les compagnies portées, jusqu'aux blockhaus qui se dressent à peu de kilomètres de la mer, c'est le barrage qui verrouille l'Algérie et va tenir l'A.L.N. en échec.

sur tout le territoire l'A. L. N. est traquée

de mesures sociales, médicales, éducatives. Des groupes d'autodéfense apparaissent et le recrutement des harkis prend une ampleur importante. On en comptera près de 20 000 au début de l'été de 1958.

Toute une série d'opérations pilotes permettent alors de porter des coups sévères à la rébellion dans la région d'Orléansville, de Palestro, de Mostaganem, du Dahra. Parallèlement, le commandement livre la bataille du Sahara, où l'A.L.N. tente d'ouvrir un nouveau front et de paralyser la production et l'écoulement du pétrole. C'est au cours de l'été de 1957 que l'on constate une agitation inquiétante à Figuig, à Laghouat et en bordure du Fezzan. Des chantiers de pétrole sont attaqués. Mais, en octobre, l'intervention de deux régiments de parachutistes appuyés par l'aviation permet de détruire la principale bande rebelle, renforcée des déserteurs de deux compagnies de méharistes. Le pétrole continuera à être acheminé d'Hassi-Messaoud à Philippeville.

Mais, indépendamment de la « bataille d'Alger » menée par le général Massu contre le terrorisme F.L.N., l'effort militaire principal de l'année 1957 et du début de 1958 porte sur la bataille des frontières. Il s'agit d'interdire le passage des bandes et de couper l'A.L.N. de ses bases arrière de Tunisie et du Maroc.

Au début de 1958, les deux barrages sont déjà bien avancés. Celui du Maroc s'étend pratiquement de la mer au Sahara, tandis que le barrage, déjà achevé jusqu'à Tébessa, est prolongé jusqu'à Négrine. Avec le renforcement des unités d'intervention, l'efficacité des barrages ne cesse d'augmenter. Si, en octobre 1957, on enregistre encore, face à la Tunisie, huit réussites sur treize tentatives, à partir du printemps de 1958, les opérations de franchissement se soldent par de sanglants mécomptes.

Face au « bec de canard », dans la région de Ghardimaou, en territoire tunisien, sanctuaire de l'A.L.N. dont Boumediene fera son fief, les casemates du barrage français. Des projecteurs fouillent les barbelés toutes les nuits. Au moindre franchissement, un système d'alarme est actionné, et c'est l'alerte dans tout le secteur. ▶



C'est le début de l'asphyxie

La pression F.L.N. atteint son point culminant en avril et en mai 1958, avec la bataille de Souk-Ahras, qui coûte aux rebelles 620 tués et la perte de 550 armes. C'est la dernière tentative de franchissement de vive force du barrage est. Au total, de juillet 1957 à mai 1958, les rebelles laissent à la frontière tunisienne 6 000 hommes et 4 000 armes, dont 300 automatiques.

Au total, le bilan du F.L.N. apparaît comme particulièrement lourd pour l'année 1957 avec 38 000 hommes mis hors de combat, dont 6 000 prisonniers, soit le double de l'année précédente. Plus de 26 000 armes ont été récupérées. Les cinq premiers mois de 1958 ne sont pas meilleurs avec 16 000 tués et près de 3 000 prisonniers. C'est d'ailleurs au cours des mois d'avril et de mai que l'A.L.N. et les forces de l'ordre ont enregistré leurs pertes les plus lourdes de 1956 à 1962. Du côté français, on enregistre 700 tués et 1 500 blessés ou disparus. La guerre d'Algérie vient de connaître son apogée.

Le résultat le plus clair de près de dix-huit mois de combats acharnés est l'isolement de la rébellion de ses bases du Maroc ou de Tunisie. L'A.L.N. se trouve privée de renforts, d'armes, de munitions. C'est le début de l'asphyxie. On assiste au fractionnement des bandes qui n'acceptent plus le combat que dans les meilleures conditions ou les cas désespérés. Dans les caches, les forces de l'ordre découvrent des armes automatiques hors d'état de fonctionner, faute de pièces de rechange. Le commandement peut alors envisager une autre étape, maintenant que la rébellion paraît contenue et en perte de vitesse. L'heure semble venue de réduire les bastions du F.L.N., l'Aurès, la Kabylie, la presqu'île de Collo, le Constantinois, l'Ouarsenis, l'Atlas blidéen, en un mot, de passer à la contre-offensive. H

Philippe MASSON



Près de quatre années de guerre en Algérie, trois commandants en chef. A gauche, le général Cherrière, au centre, le général Lorillot, à droite, le général Salan.



L'A.L.N. en Tunisie. Une armée « personnalisée », comme disait Abane, qui souhaitait autant de moyens aux combattants de l'intérieur. Ce fut la grande querelle.

CHABAN : UNE ANTENNE ET UNE "TROÏKA"





De Gaulle dans les Beni-Douala, en Grande Kabylie, en 1958. Une image qui comblait les vœux de Chaban-Delmas, dont la mission était tracée dès 1957 : ramener le général au pouvoir. Il installe à Alger une antenne, dès qu'il est ministre de la Défense nationale. A sa tête un partisan musclé, Léon Delbecque. Il a 38 ans, il vient du Nord. « De Dunkerque », disait-on à Alger, en pensant à Tamanrasset. Il fera entrer à l'antenne un civil, Guy Ribaud, et un officier, le commandant Pouget.

« Où que je sois, j'œuvrerai pour le retour du général... » Entré rue Saint-Dominique en 1957, le jeune et brillant ministre de la Défense nationale, Jacques Chaban-Delmas, n'a jamais fait mystère de ses intentions. C'est pour les réaliser qu'il a décidé d'implanter une « antenne » de son ministère à Alger. « Puisque la quasi-totalité de l'armée se trouve de l'autre côté de la Méditerranée, a-t-il déclaré, il est normal que mon cabinet y possède une représentation. » Mais le ministre a pensé qu'ainsi il serait enfin informé « en direct ». Il court-circuiterait la hiérarchie trop lente, trop routinière à son gré. Surtout, en canalisant vers le gaullisme les forces vives qui, en Algérie, projettent de jeter bas la Quatrième, il pourrait s'employer plus efficacement à faire revenir au pouvoir l' « ermite de Colombey ».

A cette antenne il faut un cerveau : ce sera Léon Delbecque, a décidé Chaban. Trente-huit ans, fils d'ouvrier, des épaules de lutteur, un accent ch'timi qui contribue à le rendre sympathique, des dons de tribun populaire..., Delbecque est aussi un organisateur-né en même temps qu'une tête politique. Ce gaulliste ▶

Pieds-noirs ou métropolitains, les gaullistes se sont unis autour de Chaban, Frey, Soustelle... *En haut, de gauche à droite :* L'Hostis, Ribaud. *En bas :* Vinciguerra, Biaggi.









Delbecque, Pouget et Ribaud : des ateliers...


Lernoud/Alpha-Press

de la Résistance, adjoint au maire de Tourcoing depuis 1947, est le secrétaire général de la puissante fédération des républicains sociaux du Nord. A ce titre il a toujours joué le jeu de Chaban-Delmas, ne cessant de lui apporter son appui. Et si le maire de Bordeaux s'est vu confier le portefeuille de la Défense nationale dans le cabinet Félix Gaillard, c'est à l'action de Delbecque qu'il le doit en partie. Quant à l'Algérie, l'homme du Nord en a une bonne expérience : il a servi dans les « commandos noirs » du général de Bollardière et du colonel Barberot.

Comme Chaban, Léon Delbecque est un « mordu » des théories de la guerre révolutionnaire, idées à la mode, ramenées en France par les officiers d'Indochine libérés des camps viet-minhs.

Elles seront, ces idées, à l'origine de la création, près de Philippeville, de la fameuse école « Jeanne-d'Arc ».

Delbecque s'est vu confier par Chaban la tâche de réunir des « ateliers », sortes de colloques auxquels sont conviés des militaires, mais aussi des élus locaux, des colons, des industriels, des syndicalistes. Pour les uns et pour les autres, il expliquera, commentera, développera les thèses du colonel Lacheroy, grand théoricien de cette guerre subversive, avec tout son arsenal de lavage de cerveaux, de viol des foules et des âmes, de formation de « commissaires politiques ». Le ministre fait volontiers des apparitions dans ces ateliers. Et il ne rate pas une occasion de rappeler que la France possède cette chance inouïe d'avoir en réserve un Charles de Gaulle, L' « Homme du 18-Juin », répète Chaban devant cet auditoire, est seul capable de sauver le pays du désespoir à l'heure où le régime va s'écrouler.

Première démarche de Delbecque : dénicher un officier qui sache tout de l'armée et qui puisse informer le ministre en « doublant » la hiérarchie. Le leader des républicains sociaux le trouve par hasard dans l'avion d'Alger. Il fait la connaissance du commandant Jean Pouget, personnage haut en couleur, auquel a songé Jean Lartéguy en écrivant ses *Centurions*.

En 1956, en Algérie, le centurion « en a marre » de l'armée. Il donne sa démission, qui est refusée. On lui confie un bataillon du train noyauté par les communistes et réputé pour son indiscipline. Que fait l'officier révolutionnaire ? Il crée au sein de l'unité un bureau d'action psychologique et, en quelques mois, il retourne ses hommes, en fait des soldats d'élite. Dans le secteur dont il est responsable, il organise un conseil municipal composé de repris de justice nationalistes. Figure même dans le lot un condamné à mort. Par eux, il entre en contact avec les rebelles, à telle enseigne que Bellounis le prendra pour un officier F.L.N... Voilà l'homme que Delbecque présente à Chaban. Celui-ci va en faire le lien entre l'antenne et ses compagnons d'hier, les jeunes officiers décidés à tout.

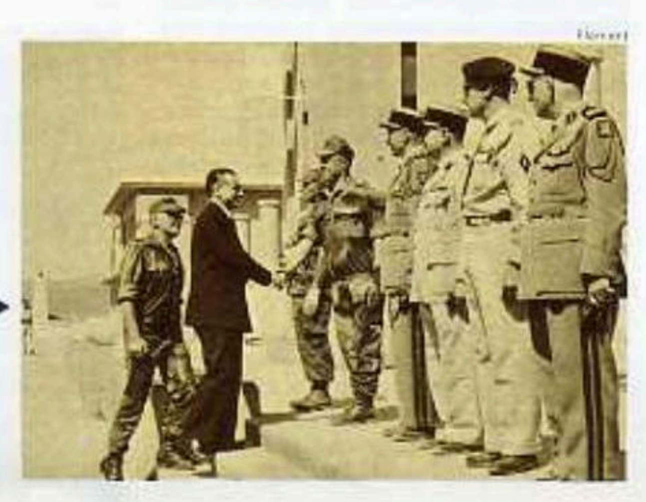
Le service d'écoute ami

Au centurion il faut adjoindre un politique : Guy Ribaud, leader des jeunes républicains sociaux, est tout indiqué, estime Delbecque. Ce petit homme de vingt-huit ans, intelligent, astucieux, fait son service en Algérie. Quoi de plus facile que de le détacher à l'antenne ? Authentique révolutionnaire, Ribaud en sera la cheville ouvrière. Les liens d'amitié qui l'unissent à Biaggi, l'avocat corse, vont être des plus précieux pour les hommes de Chaban-Delmas. Ce personnage truculent, comploteur dans l'âme, que le Tout-Alger de droite adore, va leur ouvrir les portes des cercles et des salons.

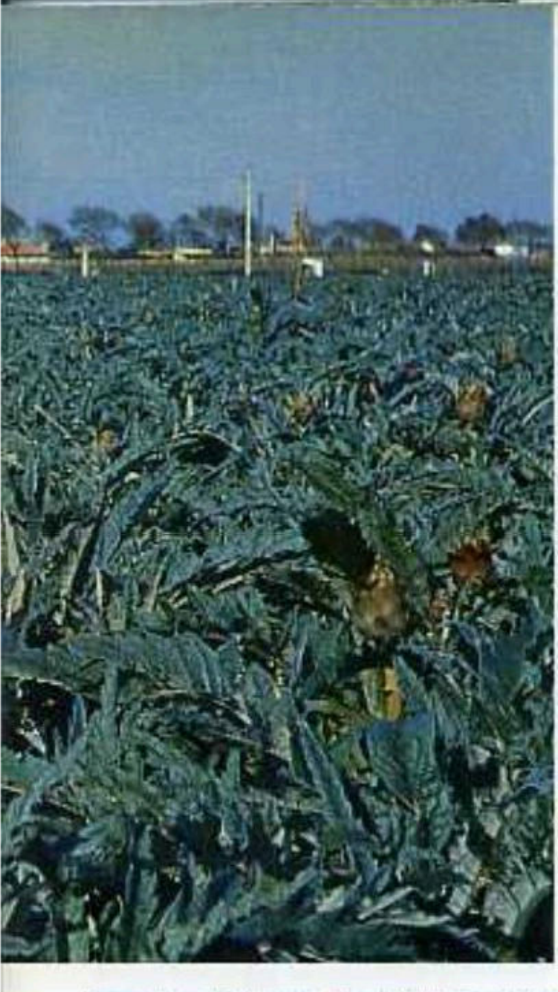
Par Biaggi, l'antenne capte les bonnes volontés du colonel Jean Thomazo, dit « Nez-de-Cuir », en raison du masque qui dissimule un appendice mutilé par un projectile ramassé sur un champ de bataille d'Italie. Tout d'abord, le colonel ne veut pas entendre parler de ces « hommes à Chaban », venus mettre leur nez dans la cuisine clandestine qui se mijote derrière les façades de la Ville blanche. Qu'a-t-il à voir avec ces deux civils qui prétendent expliquer à l'armée ce qu'elle doit faire pour « foutre en l'air la République » ? Ne le sait-il pas mieux qu'eux, lui, Thomazo, relié par des fils secrets à tous les groupes activistes des deux bords de la Méditerranée ? Aussi


Keystone

◄ Léon Delbecque, l'artisan du 13 Mai des gaullistes à Alger. C'est lui que Chaban désigne pour articuler le complot.


Flament

Suivi de Bigeard, ► Chaban inaugure l'école « Jeanne-d'Arc ». Il serre la main au lieutenant-colonel Lenoir.



Une image de l'Algérie française : l'« Algérie verte », celle des grands domaines, des terres productives. Là, les colons, les élus locaux vont se rallier aux théories des gaullistes, aux arguments de Léon Delbecque.



Moissonneuses-batteuses en action dans le Sersou (Sud algérois). Si la Mitidja était devenue la grande plaine des vignobles, le Sersou (ici, dans la région de Vialar) était considéré comme un grenier à blé.

Paysage de la plaine du Chélif, avec ses terres brûlées que des travaux d'irrigation ont fertilisées, au point qu'on appellera cette région une « petite Californie », produisant des agrumes là où rien ne poussait. Au-delà des oliviers et des eucalyptus, une orangeraie aligne ses richesses.

voit-il d'un mauvais œil l'antenne se développer et se ramifier.

Mais bientôt, séduit par Delbecque et Ribaud, « Nez-de-Cuir » se rallie à son tour. C'est lui qui trouve, pour y loger l'équipe, la villa discrète et un peu à l'écart dont elle a besoin, dans le quartier résidentiel d'El-Biar. Commandant des unités territoriales, le colonel Thomazo se révélera par la suite un allié de poids. Car autour de lui se rassemblent aussi bien les poujadistes que les fanatiques du cœur et de la croix de Robert Martel, les nervis du cafetier Ortiz, les anciens combattants d'Arnould et même les « intellectuels » Philippe Marçais et Marc Lauriol, doyens des facultés des sciences et de droit.

Autre personnage de l'antenne : le commandant algérien Khelifa. Avec plusieurs officiers musulmans, ce dernier avait adressé au président de la République une lettre dans laquelle ils lui exposaient leur cas de conscience et leur préoccupation angoissée concernant l'avenir de leur pays. La chose avait été mal prise en haut lieu. Elle s'était terminée par la prison pour les signataires. Pouget avait fait libérer Khelifa pour se l'adjoindre. Il avait encore songé à un autre ancien de Dien Bien Phu, rescapé de la « colonne de la mort », le capitaine Lamouliatte.

Deux civils, Jean L'Hostis et René Vinciguerra, vont s'agglomérer à ceux qui se sont fixé pour mission de faire revenir de Gaulle au pouvoir. Le premier, gaulliste de la première heure, avait déjà été l'un des artisans de l'installation du général en 1944. Le second, placé à la tête des républicains sociaux d'Alger, est un fonctionnaire du Gouvernement général que Robert Lacoste a dû mettre en disponibilité à la demande de Chaban-Delmas. Plus tard, Lucien Neuwirth, héros de la Résistance, viendra grossir les rangs de l'équipe.

Tandis que Léon Delbecque multiplie les contacts et ne cesse d'aller et venir entre Paris et Alger, toute son équipe se démène, se répand, s'introduit partout où l'on complote. Et Dieu sait si le complot, la conjuration, sont de mode en ce printemps de 1958 sous le beau ciel de la Ville blanche ! Pas un cercle, pas un salon, pas une association où l'on ne rêve d'en finir avec le système abhorré, où l'on ne dresse des plans plus ou moins spectaculaires pour imposer à Paris le point de vue d'Alger.

Voilà l'antenne installée. Mais les crédits font défaut. Pendant les premiers mois, Delbecque doit prélever sur sa cassette personnelle pour faire tourner l'entreprise. Heureusement, il trouve une aide précieuse parmi la bonne société algéroise dont Simone Nouvion, jeune gaulliste, héritière d'une grande famille, lui ouvre les portes. Le mari de cette alliée efficace est l'un des collecteurs des fonds destinés à l'Algérie française, organisation qui taxe les colons en fonction de l'importance de leurs propriétés : 1 000 F par hectare de vigne, 2 000 F par hectare d'orangeraie. Un précieux trésor de guerre est ainsi constitué.

« Les Nouvion occupent la plus belle villa de la capitale, cachée dans un parc immense où palmiers, bougainvillées, plantes grasses et fleurs aux mille cou-

...et un salon : celui de la blonde Mme Nouvion

leurs s'amoncellent dans un artistique désordre. La villa est plantée à l'extrémité du Balcon-Saint-Raphaël. A ses pieds, la baie d'Alger et le dégradé en arc de cercle relié à la Ville blanche. Un des plus beaux paysages du monde. Là se réunit le cercle supermondain d'Alger. Simone Nouvion réalise son rêve : avoir un salon politique. On y rencontre Alain de Sérigny, le général Jouhaud, Cuttoli, Delahaye, gouverneur adjoint de la Banque d'Algérie, les Quin, grande famille algéroise, bien d'autres encore. Dans ce salon ou dans la propriété de Ben Koucha, au milieu des ruines romaines, les hommes de l'antenne développent des trésors d'imagination pour amener cette haute société algéroise, ceux qui tiennent entre leurs mains les leviers de commande du pays, au gaullisme actif. Et ce n'est pas une mince affaire, car l'Alger aristocratique est resté pétainiste et, pour beaucoup, de Gaulle est la bête noire (1). »



Mais le coup de maître de Léon Delbecque c'est de s'associer à l'U.S.R.A.F. de Jacques Soustelle. Le militant gaulliste a compris que la popularité considérable de l'ethnologue auprès des Algériens donnera force et consistance à l'ensemble qu'il est parvenu à édifier. Léon Delbecque ne s'en tient pas là : il met la dernière pierre à la pyramide en créant le Comité de vigilance avec l'aide, cette fois, de Soustelle, du colonel Thomazo, d'Alain de Sérigny, directeur de *l'Echo d'Alger*. Cet organisme, prévoit le cerveau de l'antenne, se transformera, au moment opportun, en un Comité de salut public qui arrachera de Gaulle à sa solitude de Colombey pour le ramener à Paris, tout en prenant en main les destinées de l'Algérie.

Entre Delbecque et son équipe, d'une part, Robert Lacoste et Raoul Salan, d'autre part, les relations ne sont pas idylliques. Le ministre résidant redoute que les hommes de l'antenne ne lui fassent « un enfant dans le dos », comme il dit dans son langage imagé et cru. « Delbecque fout le b... partout où il passe », déclare-t-il en relançant journellement Paris pour qu'on rappelle ce trublion, propagandiste du « grand jour ».

Quant à Salan, qui n'a pas autorité sur les hommes de l'antenne, il se sent espionné. Cela l'agace au plus haut point. Aussi ne leur facilite-t-il pas les choses. Mais la lutte est inégale. L'équipe Delbecque se retrouve bientôt « comme le poisson dans l'eau ». Elle bénéficie souvent, sans le savoir, de la complicité et de la protection de la population pied-noir qui la voit mener le même combat qu'elle. Un exemple : le service d'écoute chargé de surveiller les conversations téléphoniques de Delbecque et de Ribaud établit, pour l'échelon supérieur, des comptes rendus anodins de leurs entretiens, cependant explosifs.

(1) Yves Courrière, *l'Heure des colonels* (Fayard).

Un nouveau Mirabeau

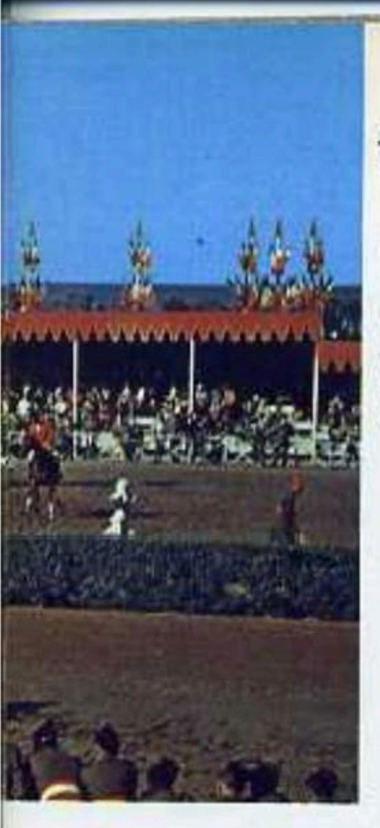
L'antenne de la Défense nationale, c'est un levain qui active et fait monter la pâte algéroise. Celle-ci à point, il s'agit, pour ses animateurs, d'imaginer le scénario qui assurera le succès des plans gaullistes, en accord avec la « base parisienne » : Debré, Frey, Foccart, Guichard, Soustelle...

« Amener les uns et les autres à considérer comme indispensable une révision des institutions pour qu'un pouvoir fort puisse en terminer avec l'affaire d'Algérie, c'était là toute ma mission et celle de mon équipe lorsque j'ai été chargé de créer l'antenne, expliquera plus tard Léon Delbecque.

» Ce sont les circonstances qui nous ont contraints à changer notre fusil d'épaule en cours de route. Tout le monde s'activait, tout le monde complotait. Allions-nous nous laisser dépasser ? Laisserions-nous la révolution se dérouler sans nous et d'autres en cueillir les fruits ? Nous avons saisi l'occasion, nous



◀ Conférence de presse de Delbecque, dans les jardins de la villa des Nouvion, sur les hauts d'Alger. A gauche, Léon Delbecque. Au fond, Simone Nouvion, l'hôtesse.



◄ Prolongement des salons algérois, où le gaullisme va s'implanter, c'est, ici, l'hippodrome du Caroubier avec le parcours d'un jumping, distraction favorite de la société algéroise.



A Chréa, devant le Ski-Club. A l'heure où le ski était, en Algérie comme en métropole, un luxe réservé à certains avant 1954. Puis Chréa devint un maquis du F.L.N. ►

avons capté, puis canalisé les forces qui se manifestaient pour le bénéfice du général de Gaulle. »

La poire doit être mûre dans le courant de l'été ; le gouvernement ne pourra guère tenir au-delà, en butte qu'il est à ses difficultés internes ; les nuages, en effet, s'amoncellent à l'horizon : agitation sociale provoquée par la hausse du coût de la vie, révolte qui gronde en Afrique noire... Et puis, au mois d'août, les communistes ne pourront, pour faire face à un éventuel gouvernement militaire, mobiliser leurs troupes dispersées sur les plages et dans les campagnes... Mais les événements se précipitent.

Le 12 mai, à Paris, Léon Delbecque et ses amis mettent la dernière main à l'opération prévue pour le lendemain. Avec ses fidèles, le militant gaulliste tiendra en haleine la manifestation qui se déroulera à l'issue du vote du Parlement. Si tout Alger est dehors, Pflimlin ne pourra obtenir l'investiture.

Tandis qu'en fin de journée Jacques Soustelle s'envolera pour Alger où il coiffera le mouvement, une délégation ayant à sa tête Léon Delbecque se présentera chez Lacoste, au Gouvernement général. Une fois dans la place, elle se constituera en Comité de salut public. Celui-ci, tel Mirabeau au marquis de Dreux-Brézé, clamera : « Nous sommes ici pour accomplir le vœu de la population. Nous n'en sortirons que lorsque sera formé à Paris un gouvernement de salut public. »

A la même heure, à Paris, les groupes gaullistes créeront, s'il le faut, les conditions nécessaires à une intervention des forces du colonel Gribius, le commandant du groupement blindé de Rambouillet, qui se tient prêt à faire mouvement.

« S'il s'agit de faire revenir le général de Gaulle, je suis votre homme », a déclaré l'officier de chars à Léon Delbecque qui le sondait.

Enfin, décollant d'Alger et de Pau, des parachutistes, si nécessaire, sauteront sur la capitale et s'empareront des ministères et des édifices publics.

Arrivé à Alger, Soustelle se verra confier la présidence du C.S.P. Puis, sur le Forum, en tant qu'élu du peuple, il lancera un appel solennel à de Gaulle. Nul doute, pour les auteurs du scénario, que l'enthousiasme de la foule n'entraîne alors l'armée.

Une odeur de soufre

D'autant que le C.S.P. se gardera bien de prendre une mesure quelconque relevant de l'exécutif. Il se cantonnera dans une semi-légalité. C'est ainsi que l'on ne s'emparera pas du Gouvernement général. Seul sera occupé par Soustelle et le C.S.P. le cabinet de Robert Lacoste.

Devant cette situation prérévolutionnaire, le Parlement refusera la majorité à Pflimlin et ce sera la crise. Il ne restera qu'une solution : appeler de Gaulle.

Le commandant Jean Pouget, à Bordj-de-l'Agha, dans le Sud, quand il mettait au pas des rappelés récalcitrants, avant de prendre part activement à la préparation du 13 Mai, dans le cercle de Delbecque, à « l'antenne ». ►



Un coup d'Etat psychologique, en somme, qui se passera de tout recours à la force.

Une seule ombre à ce beau tableau : gaullistes et activistes font, pour l'instant, route ensemble ; ils paraissent parfaitement d'accord tant que dure la phase préparatoire. Mais qu'en sera-t-il au moment décisif ? Organisés en un « Groupe des Sept », les seconds, Martel, Crespin, Baille, le Dr Lefèvre, Ortiz, Goutallier, avec, à leur tête, Pierre Lagaillarde, président des étudiants d'Algérie, s'efforcent, c'est certain, de « tirer à eux la couverture ». Delbecque devra compter avec eux. Il connaît la réponse de Lagaillarde au colonel Thomazo, qui le sondait quelques semaines plus tôt : « Ne comptez pas sur moi pour que je participe au coup d'Etat de polichinelle de Chaban. » Il sait quelle haine le Dr Lefèvre, l'ancien cagoulard, porte à Jacques Soustelle, « ce militant d'extrême gauche ». Il n'ignore pas que, pour les « Sept », de Gaulle dégage une fâcheuse odeur de soufre...

Deux équipes, deux conceptions différentes de la prise du pouvoir. Pour les gaullistes, il s'agit d'éviter le « clash », tout en ouvrant à de Gaulle une voie légale... ou à peu près. Car le général, Soustelle en est convaincu, n'acceptera pas de revenir à Paris sur les épaules des « putschistes ». Lagaillarde et ses amis, en revanche, sont prêts à « tout foutre en l'air », comme ils disent, pour obliger l'armée à intervenir. Salan, garant de l'Algérie française, se verrait ainsi — certains murmurent que c'est là son ambition secrète — porté au pouvoir par les circonstances.

La course est engagée. Lequel, de Léon Delbecque ou de Lagaillarde, franchira le premier le poteau ? **H**

Pierre-Albert LAMBERT

J. SOUSTELLE : LE RETOUR !

PARTIRA ? Partira pas ?

A la veille du 13 Mai, Jacques Soustelle hésite. Dans les circonstances présentes, son devoir, estime-t-il, l'oblige à demeurer à son banc de député jusqu'au débat d'investiture qui doit avoir lieu le lendemain et dont le résultat sera connu dans la nuit. Selon lui, la vraie partie se joue à Paris.

Mais l'état-major gaulliste — Léon Delbecque et Michel Debré surtout — insiste, le presse, pour qu'il aille prendre la tête du mouvement qui se prépare à Alger. Debré, qu'une cruelle sciatique paralyse à demi, grimace :

— Si Soustelle ne part pas, j'irai à sa place.

D'autres incitent à la prudence l'ancien gouverneur général. C'est le cas de Charles Béraudier, son ami et son adjoint à la mairie de Lyon :

— Votre champ de bataille, lui dit-il, c'est le Parlement. Vous devez vous montrer au Palais-Bourbon, prendre part au débat d'investiture.

Même conseil de Chaban-Delmas :

— En partant, vous ruineriez votre carrière politique.

Fuite en Dauphine

Indécis, le député du Rhône a fait demander à de Gaulle, par Olivier Guichard, son avis sur la question. « Que Soustelle fasse ce qu'il voudra », aurait répondu le général.

En fait, l'ethnologue l'apprendra plus tard, le solitaire de Colombey a estimé que la présence de Soustelle à Alger n'était pas indispensable. Au contraire. Et il l'a dit à Guichard. « Mais celui-ci, écrira plus tard le maire de Lyon, pensant que je serais utile pour tirer les marrons du feu, se garda bien de me faire part de cette réponse. »

En attendant, le « qu'il fasse ce qu'il voudra » ne constitue pas un feu vert pour le parlementaire. Soucieux de légalité, il répugne à sauter le pas. A Biaggi, qui le pousse à partir, il déclare : « J'attends que les généraux se prononcent. »

« Voilà un mot qui sonne bien en espagnol » (1), répond, malicieux, l'avocat révolutionnaire.

Les amis de Soustelle ont préparé pour lui un avion militaire. Il voyagera sous le faux nom d'un sous-officier. Mais il a trop attendu. Dans la nuit du 13 au 14 mai, lorsqu'il décide, une fois Pflimlin investi, de traverser la Méditerranée, il est trop tard. Ordre a été donné par le ministère de l'Intérieur d'interdire à l'avion de décoller.

Sans doute le gouvernement n'a-t-il pas voulu céder aux pressions de ceux qui réclament la levée de l'immunité parlementaire du député, considéré comme l'« âme du complot ». Et le bruit court à tort, dans les couloirs du Palais-Bourbon, qu'il est sur le point d'être arrêté. Mais des mesures ont été prises pour qu'il soit neutralisé. Une dizaine de policiers encombrent la porte cochère du 85, avenue Henri-Martin, où il réside. Personne n'y entre sans montrer « patte blanche ». Et la préfecture de police impose au député de Lyon un brigadier en civil pour conduire sa voiture... Qu'il sorte de son domicile et le voilà aussitôt escorté d'un second véhicule bourré d'inspecteurs de la sûreté aux poches gonflées. Prisonnier ? Non. Otage ? Oui.

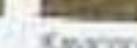












A gauche : G. de Bénouville, qui organise l'évasion de Soustelle par un jeu de relations remontant jusqu'au propriétaire de l'immeuble habité par l'ex-gouverneur. *Au centre :* son ami Béraudier; *à droite :* Olivier Guichard.

Guillain de Bénouville, directeur de *Jours de France* et gaulliste à tous crins, va sortir Soustelle de ce mauvais pas. Il organise son évasion. Pour cet ancien chef des services extérieurs de la Résistance, il s'agit d'un jeu captivant qui lui rappelle les grandes heures de la clandestinité. Il envisage d'abord une fuite par les égouts. Puis il songe à faire sortir le député par un immeuble à double issue... Mais, à la réflexion, tout cela n'est guère rationnel. Très vite, l'alerte serait donnée à tous les postes-frontière avant que Soustelle eût eu le temps de passer.

Un ami de Bénouville, Geoffroy de La Tour du Pin, conseiller d'ambassade et ancien pilote de guerre qu'il a connu à l'époque de la Résistance, lui apporte la clé du problème. Il est lié avec les propriétaires de Soustelle, les Dufour. Lui, Gaston, est un champion de golf de classe

(1) Pronunciamiento.

◄ Hésitant, un moment, sur l'opportunité de rester à Paris ou de rejoindre Alger, J. Soustelle se trouvera finalement prisonnier dans la capitale, tandis que la Ville blanche l'appelle. Il devra donc s'évader à tout prix.

internationale. Sa femme, Monique, ravissante et dépourvue de complexes, a fait « ami-ami » avec les inspecteurs et les gardiens en « planque » devant la porte. Ceux-ci ont pris l'habitude de voir passer et repasser sa petite Dauphine bordeaux qu'elle gare dans la cour. Elle leur confie volontiers son caniche Hector à l'heure de sa petite promenade du soir... Monique sera une alliée précieuse dans l'entreprise qui se prépare.

Tandis que ses amis mettent au point les détails de sa fuite, Soustelle se promène ostensiblement dans Paris, ses anges gardiens dans son sillage. Jusqu'au 15 mai. Ce jour-là, il joue au grippé. Il s'arrange pour faire savoir aux policiers que la fièvre le cloue au lit. Par conséquent, il ne sortira pas. Mais, en revanche, les visiteurs se font soudain nombreux. Bénouville a téléphoné dans tous les azimuts. Il a battu le rappel des connaissances pour qu'un véritable défilé s'annonce chez Soustelle et accapare l'attention des Renseignements généraux. On sonnera encore à sa porte qu'il sera déjà loin, qu'il aura mis une frontière entre sa personne et ceux qui sont chargés de sa surveillance...

Les détails réglés, Bénouville explique à Monique Dufour le rôle qu'elle va jouer dans l'évasion du maire de Lyon. Elle devra sortir ce dernier de l'immeuble dans sa Dauphine, au nez et à la barbe des policiers. Pour cela, on enlève la banquette arrière du véhicule. Elle est remplacée par le passager clandestin recouvert de plaids. Et tout se déroule comme prévu... Mais 80 kilos à loger ainsi à l'étroit, sur les genoux et sur les coudes, sous des couvertures qui puent la naphtaline... Une aventure dont Soustelle se souviendra.

Imperturbable au volant de sa Dauphine, Monique Dufour adresse son plus beau sourire aux hommes du ministre de l'Intérieur qui devisent sur le seuil et lui font un salut amical. Elle prend tranquillement la direction du cours Albert-Ier. Là, Jacques Soustelle s'extrait de son inconfortable position et prend place dans un second véhicule conduit par Geoffroy de La Tour du Pin. Pour ne pas être reconnu, le fugitif a ôté ses lunettes.

La Tour du Pin et Bénouville

Autre transbordement allée de l'Observatoire. Cette fois c'est la Buick de Guillain de Bénouville qui prend en charge le parlementaire. Et en route pour la frontière suisse. Soustelle n'est pas très à l'aise. Il grommelle. Privé de ses lunettes, il n'y voit guère. Le chapeau trop étroit que lui a acheté à la hâte le directeur de *Jours de France* le gêne horriblement. Et puis cette partie de cache-cache avec la police française, tout ce mystère digne d'un mauvais roman... Voilà qui ne lui convient guère.

La frontière suisse, pour Bénouville, ancien chef des services secrets de la Résistance, c'est un pays de connaissance. Passeurs et douaniers lui sont acquis. N'a-t-il pas emprunté des dizaines de fois pendant la guerre ces sentiers de contrebandiers qui s'enfoncent dans la montagne pour les rendez-vous clandestins qu'il avait avec le chef des services secrets américains, Allen Dulles ? Aussi, sans avoir à chercher bien longtemps, Bénouville retrouve un ancien commissaire de police avec lequel, naguère, il organisait le passage de « combattants de l'ombre » poursuivis par la Gestapo. Les deux hommes ont tôt fait de s'entendre. Et la frontière de s'ouvrir...

A Genève, Soustelle, Bénouville et La Tour du Pin sont rejoints par les amis du député du Rhône, l'industriel René Dumont, délégué général de l'U.S.R.A.F.. ►



Le domicile de Soustelle, 85, avenue Henri-Martin. C'est de là que, déjouant la surveillance policière, il partira, dans l'auto de sa propriétaire, pour une échappée assez rocambolesque qui le mènera, toujours grâce à Bénouville, jusqu'à Genève. ►

L'étape suivante le conduira à Alger en détournant l'avion de la ligne de Tunis : une grande première...



à Alger, il tombe du ciel com

A Maison-Blanche, l'avion de Soustelle est accueilli avec une chaleur relative. Salan craint une politisation de l'événement. Massu, qui n'a reçu aucun message, pique une de ses colères. Il conseille à son tour au voyageur de faire marche arrière. Trop tard ! Delbecque est prévenu. Il annonce Soustelle. Alors, c'est l'accueil triomphal d'Alger...



et Charles Béraudier, son adjoint à la mairie de Lyon. Rond et jovial, « Bébé », comme l'appellent ses intimes, est à son affaire. Dans le réseau « Action », il était le spécialiste des embarquements clandestins. A ce titre, il a appartenu à l'équipe qui achemina vers Londres Vincent Auriol, Chaban-Delmas, de Lattre de Tassigny, André Blumel...

Il s'agit pour les cinq hommes de trouver un avion et ce n'est pas facile. Aucun pilote n'accepte de se poser à Alger. Il faudra donc user de ruse. Se faisant passer pour des journalistes, ils finissent enfin par dénicher un *Viking*, de la compagnie tunisienne Balair, qui accepte de les emmener à Tunis. Là, ils se débrouilleront, disent-ils.

Cependant, à Paris, l'évasion du leader de l'Algérie française n'a pas encore transpiré. Devant son domicile de l'avenue Henri-Martin, agents et inspecteurs veillent toujours tandis que sa gouvernante éconduit les visiteurs toujours nombreux.

« Monsieur ne peut pas vous recevoir... Il grelotte sous les couvertures. Pensez donc !... Quarante de fièvre ! »

L'avion met le cap sur Tunis. Et soudain les cinq hommes jouent les pirates de l'air. Des précurseurs, en somme !... Ils intiment au pilote l'ordre de rejoindre la côte algérienne. La crosse du 9 mm qui dépasse de l'imperméable de Bénouville suffit à convaincre l'aviateur, qui obtempère.

Une fois le littoral en vue, le directeur de *Jours de France* adresse un message radio à Massu : « Envoyez voiture et escorte. » Il espère qu'ainsi le général comprendra qu'il n'arrive pas seul. Puis, alors que le *Viking* approche d'Alger, il câble : « J'ai avec moi le gouverneur général Soustelle. » Bénouville a bien fait de ne pas se presser pour lancer ce message. Un peu plus tôt la tour de contrôle lui aurait refusé l'autorisation de se poser. Rapidement les cinq hommes vont comprendre pourquoi.

Un avion pour l'Espagne

Il est 13 h 30. Salan vient de se mettre à table. Il termine son anisette lorsqu'on lui annonce la nouvelle : Soustelle est à Maison-Blanche. Le commandant en chef blêmit. Il contient avec peine sa fureur. Les généraux Petit et Jouhaud, ses hôtes à déjeuner, le supplient de se rendre immédiatement à l'aéroport.

A l'aéroport, la nouvelle de l'arrivée du leader tant attendu s'est répandue comme une traînée de poudre parmi le personnel, qui manifeste son enthousiasme. La jeep du commandant de la base vient chercher les voyageurs au pied de l'avion et les conduit au salon d'honneur. Mais quand Charles Béraudier veut obtenir une communication téléphonique avec Alger, on lui refuse la ligne. Par une baie vitrée, il peut apercevoir, ainsi que ses compagnons, un détachement des commandos de l'air qui, l'arme sous le bras, se dirige vers le salon. Les soldats ont un air tendu. Ils encadrent Salan, Jouhaud et Petit, qui arborent une mine sévère.

Un officier parachutiste qui se tient dans le salon depuis quelques minutes, explique



Au G.G. On a fait comprendre à Massu que l'arrivée de Soustelle ne compromettait pas les chances du 13 Mai à Alger. Déjà, Paris avait désavoué l'ex-gouverneur et le général Salan. Le Rubicon est définitivement franchi. ▶

...n pavé dans la mare! Salan : "repartez!" Massu : "cachez-vous!"





Tout le monde a le sourire. Jouhaud *(profil)*, Salan et sa femme. Chacun y met du sien. Salan reste le « patron ».



Dans les couloirs de la Délégation générale, après son apparition au balcon du Forum, suivi d'Alain de Sérigny.

Aparté avec Massu. Bonne humeur et cordialité. En retrait : Neuwirth, Moreau; au fond, de Bénouville.

à Jacques Soustelle qu'il ne peut rester ici. Sa présence va gêner considérablement la tâche du général commandant en chef. Qu'il s'en aille où il voudra. On lui donnera un avion pour gagner l'Espagne, par exemple...

Salan entre d'un pas rapide. Il entraîne Soustelle dans un coin du salon. Il parle sur un ton précipité.

— Monsieur le ministre, vous n'auriez jamais dû venir à Alger! Votre présence risque de tout compromettre. Nous voulions persuader Pflimlin de laisser la place à un gouvernement de salut public. Lorsqu'il saura que vous êtes ici, tout sera perdu. Croyez-moi, l'Algérie restera française. Mais ne venez pas politiser l'affaire. Le gouvernement prendra des sanctions. Il coupera le ravitaillement... Reposez-vous quelques heures si vous le voulez et puis reprenez l'avion.

— J'ai quitté Paris pour participer à votre entreprise et non pour vous compliquer la tâche. Maintenant, si je suis de trop, je peux repartir tout de suite. L'avion est là, grince Soustelle.

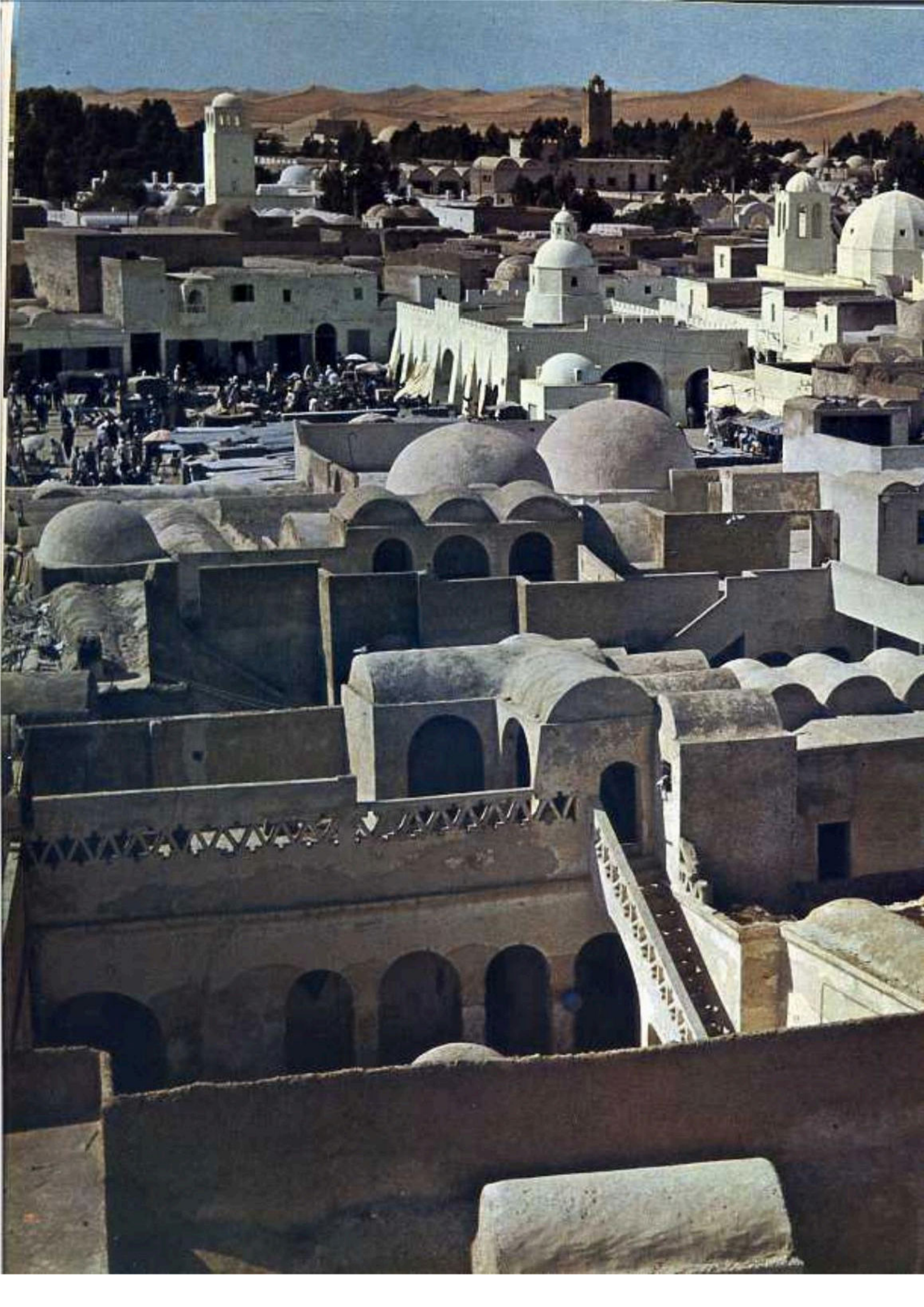
Autour de lui on se récrie. « Pas question qu'il reparte! lance Bénouville. Nous allons aller au Forum immédiatement. »

Pendant ce temps, le malin Béraudier a pu enfin s'emparer d'un téléphone. Il a Delbecque au fil : « Bravo! lui dit celui-ci, faites ce qu'il faut pour que Soustelle ne reparte pas. J'alerte la population. Que Salan se tienne tranquille... »

A Maison-Blanche les choses semblent sur le point de se gâter. Tout le monde est nerveux, surexcité. Geoffroy de La Tour du Pin a pris à part un officier parachutiste. Il lui propose d'arrêter Salan. Massu arrive avec un bon quart d'heure de retard, il n'a pas reçu les messages que lui a adressés Bénouville depuis le *Viking*. Il tempête : « Pflimlin refusera de démissionner s'il sait que vous êtes là! Tout sera perdu! Cachez-vous au moins deux jours. »

Bénouville prend Massu à part. Il lui explique qu'au point où en sont les choses, Paris l'a déjà condamné ainsi que Salan. Et puis le général para n'a-t-il pas lui-même annoncé à la foule, depuis le balcon du Gouvernement général, que Soustelle était en route pour Alger? Peut-il à présent s'opposer à son entrée dans la ville? Massu, ébranlé, n'insiste plus. L'argumentation simple, mais à laquelle personne ne pensait dans la confusion générale, c'est

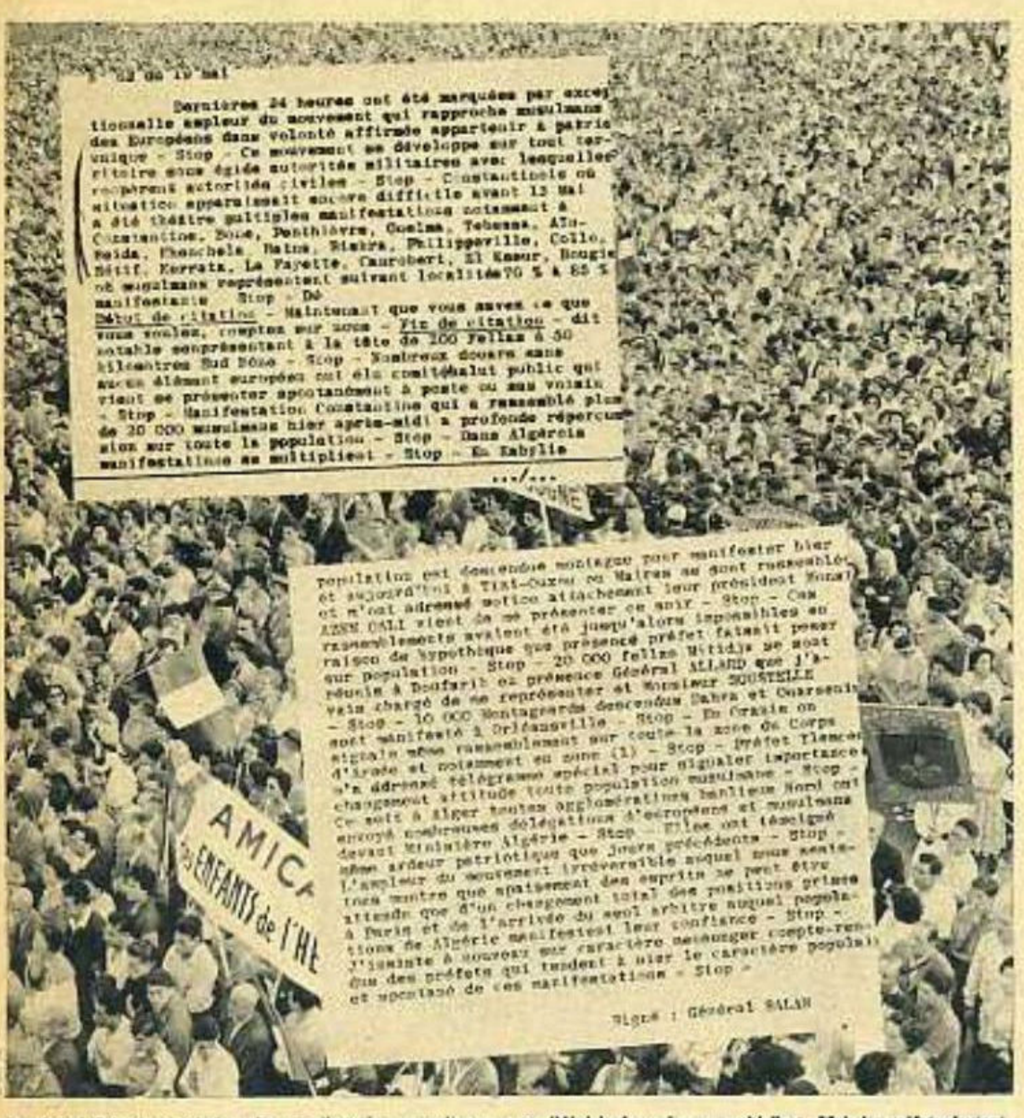
(Suite page 1568)



HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 253

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



... 32 du 19 mai

Dernières 24 heures ont été marquées par excep
tionnelle ampleur du mouvement qui rapproche musulmans
des Européens dans volonté affirmée appartenir à patrie
unique - Stop - Ce mouvement se développe sur tout ter-
ritoire sous égide autorités militaires avec lesquelles
coopèrent autorités civiles - Stop - Constantinois où
situation apparaissait encore difficile avant 13 mai
a été théâtre multiples manifestations notamment à
Constantine, Bône, Penthièvre, Guelma, Tebessa, Aïn-
Beida, Khenchela, Batna, Biskra, Philippeville, Collo,
Sétif, Kerrata, La Fayette, Canrobert, El Kseur, Bougie
où musulmans représentent suivant localités 70 % à 85 %
manifestants - Stop - Dé
Début de citation - Maintenant que vous savez ce que
vous voulez, comptez sur nous - Fin de citation - dit
notable se présentant à la tête de 200 Fellahs à 30
kilomètres Sud Bône - Stop - Nombreux douars sans
aucun élément européen ont élu comité salut public qui
vient se présenter spontanément à poste ou sas voisin
- Stop - Manifestation Constantine qui a rassemblé plus
de 20 000 musulmans hier après-midi a profonde répercus-
sion sur toute la population - Stop - Dans Algérois
manifestations se multiplient - Stop - En Kabylie

.../...

population est descendue montagne pour manifester hier
et aujourd'hui à Tizi-Ouzou où Maires se sont rassemblés
et m'ont adressé motion attachement leur président Mons...
AZEM OALI vient de me présenter ce soir - Stop - Ces
rassemblements avaient été jusqu'alors impossibles en
raison de hypothèque que présence préfet faisait peser
sur population - Stop - 20 000 fellahs Mitidja se sont
réunis à Boufarik en présence Général ALLARD que j'a-
vais chargé de me représenter et Monsieur SOUSTELLE
- Stop - 10 000 Montagnards descendus Dahra et Ouarsenis
sont manifesté à Orléansville - Stop - En Oranie on
signale même rassemblement sur toute la zone de Corps
d'Armée et notamment en zone (1) - Stop - Préfet Tlemcen
m'a adressé télégramme spécial pour signaler importance
changement attitude toute population musulmane - Stop -
Ce soit à Alger toutes agglomérations banlieue Nord ont
envoyé nombreuses délégations d'européens et musulmans
devant Ministère Algérie - Stop - Elles ont témoigné
même ardeur patriotique que jours précédents - Stop -
L'ampleur du mouvement irréversible auquel nous assis-
tons montre que apaisement des esprits ne peut être
attendu que d'un changement total des positions prises
à Paris et de l'arrivée du seul arbitre auquel popula-
tions de Algérie manifestent leur confiance - Stop -
J'insiste à nouveau sur caractère mensonger compte-ren-
dus des préfets qui tendent à nier le caractère popula...
et spontané de ces manifestations - Stop -

Signé : Général SALAN

Le général Salan est optimiste. Les manifestations musulmanes pour l'Algérie française se multiplient. Mais les préfets doutent...



Les coupoles d'El-Oued, cette oasis du Sud constantinois, où les palmeraies poussent au fond de cratères de sable.

Précisions pour l'Histoire...

... A plusieurs reprises j'ai eu le désir de prendre le stylo pour vous faire certaines remarques car la plupart des commentaires sont par trop à la gloire des fellaghas et vous semblez ignorer les crimes monstrueux dont ils se sont rendus coupables à l'encontre des femmes et des enfants aussi bien musulmans qu'européens.

De plus, dans le n° 37 (230), vous avez fait paraître une photographie et le commentaire indique qu'il s'agit du cimetière arabe d'El-Kettar et du stade Marcel-Cerdan. Je suis certaine de ne pas être la seule à vous demander de rectifier cette erreur car vos sources de renseignements auraient dû vous indiquer qu'il s'agissait :

1° du cimetière chrétien de Saint-Eugène où reposaient tous nos morts, y compris les enfants d'Alger morts pour la France pendant la campagne d'Italie et le débarquement en France lors de la dernière guerre ;

2° du stade de Saint-Eugène où se déroulaient les matches de football.

Mme A..., 31-Toulouse

★

... Dans le n° 226 (33) d'« Historia Magazine », M. Jacques Simon, dans un article intitulé « le F.L.N. dans la souricière », indique, page 1015, « Krim et Ben Khedda devaient encore mettre près de trois mois pour parvenir à Tunis, après avoir subi un assaut en règle du 7e B.C.A., commandé par le capitaine de Maricault ». Je pense qu'il doit plutôt s'agir du capitaine de Monicault, qui commandait alors une compagnie du 7e B.C.A. et non l'ensemble du bataillon, qui dépendait, à cette époque, de la 27e division d'infanterie alpine.

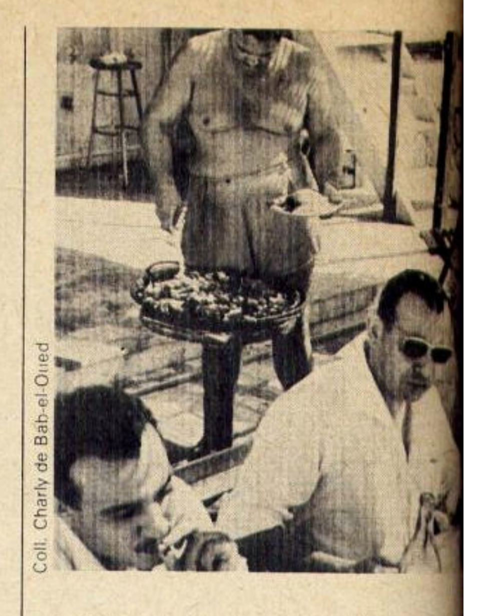
Je profite de cette lettre pour vous féliciter de la parfaite tenue et de l'excellente présentation de votre revue. Mes remerciements, également, aux auteurs des différents articles pour leur objectivité et l'effort qu'ils font pour demeurer aussi impartiaux que possible dans la rédaction de leurs points de vue sur cette douloureuse période de l'histoire franco-algérienne...

M. O. R..., 37-Tours

★

Je vous signale que, contrairement aux dires de M. S..., 17-Saint-Bonnet, parus dans le n° 228, de nombreux lecteurs de votre revue ne sont ni des pieds-noirs ni des « patriotes » qui votèrent « non » le 8 avril 1962 – je ne me classe ni dans l'une ni dans l'autre catégorie – mais tout simplement des appelés qui ont effectué leur service militaire en A.F.N. et qui gardent le souvenir d'un pays magnifique.

D'autre part, sachez qu'une grande partie des appelés ayant servi en A.F.N. pendant cette triste période garde un bon souvenir des *petits* pieds-noirs (employés, artisans, fonctionnaires,


Coll. Charly de Bab-el-Oued

● *M. Jean L'Hostis apporte une précieuse contribution à l'histoire extrêmement complexe des événements du 13 mai. Mieux que leurs témoins, ceux qui y participèrent sont en mesure de compléter ce chapitre de l'histoire algérienne.*

1 - A mon sens, Guy Ribaud n'est pas un personnage « truculent que tout Alger de droite adore ». En fait, et je le connais bien, Guy est un garçon exceptionnellement doué, mû par une vive intelligence, d'une efficacité remarquable dans le travail qu'il s'est assigné, sûr de lui dans tout ce qu'il entreprend, secret et silencieux, de sorte qu'il n'est connu à Alger que par une poignée d'hommes qui ont accepté d'être ses fidèles exécutants. Vous avez raison de dire que c'est un « comploteur dans l'âme ».

1 *bis* - Voici comment les choses se sont réellement passées : Guy Ribaud, dans un premier temps, prend contact avec mon ami René Vinciguerra responsable des « rép' socs » à Alger et lui demande s'il est en mesure de lui désigner une personnalité d'Alger ayant la volonté et l'autorité suffisantes pour prendre en main l'affaire d'Alger. Vinciguerra me met en avant comme étant l'homme possédant les qualités requises et qu'il sait, au demeurant, déjà résolument engagé dans la bataille pour l'Algérie française. Il s'agit d'un gaulliste de la première heure qui a participé, à l'échelon le plus élevé, à la préparation du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, et qui a été l'un des artisans les plus passionnés de l'installation à Alger, en *1943* (et non en 1944), du général de Gaulle.

2 - M. Nouvion (et je pense qu'il ne faut pas omettre de le dire) a été lâchement et odieusement assassiné en 1961, dans une de ses propriétés de la campagne algéroise, par le F.L.N.

3 - Léon Delbecque, pour constituer le Comité de vigilance, n'a pas été aidé par J. Soustelle ni par Alain de Séri-



◀ *Dans une ambiance populaire et bon enfant, les pieds-noirs. Les vrais...*

etc.) mais un très mauvais des colons qui prétendaient avoir des droits sur les soldats comme ils en prenaient avec les Arabes.

M. A. B..., 42-St-Étienne

...A ceux qui nous accusent d'être des tortionnaires...

Le jour où on attentera à votre vie, le jour où vos meilleurs amis seront retrouvés émasculés, égorgés, coupés en morceaux, le jour où vous n'oserez plus poser un pied devant l'autre de peur de sauter sur une mine, même si cela est afférent à votre travail de soldat, je vous garantis que vous utiliserez d'autres méthodes que celle du pardon.

Avant de juger et d'accuser, il faut avoir participé et pris des risques, ce qui n'est pas toujours le cas des bonnes consciences qui nous accusent aujourd'hui de tous les maux.

M. C. K..., 21-Messigny

... Je ne vous cacherai pas que je trouve la présentation de la guerre d'Algérie par « Historia » un peu trop axée sur les musulmans et les Français de France. Qui lit ce magazine ne peut comprendre ce que fut l'amertume du pied-noir et avoir une idée de ce qu'était l'Algérie par sa puissance, son trafic, etc. Le pied-noir semble bien négligé et tout le monde fait figure de colonisateur...

Mme C..., 65-Tarbes

★

...Appréciant la qualité des articles et la diversité des opinions exprimées dans votre série consacrée à la guerre d'Algérie, je tiens à vous l'écrire. J'y ▶

gny. Ces deux hommes, qui demeurent pour moi des amis très chers, l'un à Paris, l'autre à Alger, y avaient une autre tâche considérable à remplir.

A la vérité, Delbecque et moi étions convenus de constituer le Comité de vigilance et il m'en avait expressément chargé. Il fallait d'abord y faire entrer les représentants de tous les partis politiques – afin d'impressionner la métropole –, partis, il faut le dire, réduits à leur plus simple expression et qui, en définitive, ne représentaient rien. Bien entendu, il n'était pas question d'approcher le parti communiste, qui demeure, quoi qu'il dise ou fasse, au service des intérêts permanents de Moscou.

Et puis il était aussi indispensable d'y faire siéger à tout prix les représentants des associations patriotiques et estudiantines.

Enfin, et c'était capital, il convenait d'attirer à nous le tout-puissant Comité d'entente des anciens combattants, dont les animateurs infatigables étaient Mouchand et Arnould. C'était là chose délicate et difficile car nous n'ignorions pas l'audience dont ils bénéficiaient auprès de Lacoste, qui les entourait d'une très habile considération. Je m'y employai donc du mieux que je pus et, en raison de mon passé de résistant et de combattant que personne ne discutait, ma tâche fut considérablement simplifiée.

En une semaine, je réussis à mettre sur pied le Comité de vigilance, d'y occuper la première place, sans qu'elle me fût jamais contestée, même par Lagaillarde, qui en faisait partie, ni par aucun de ses amis dits « ultras ».

Nous nous réunissions presque en permanence, dans un appartement de la rue d'Isly mis à notre disposition par un ami politique de Vinciguerra (c'était, si j'ai bonne mémoire, le lieu de réunion des « rep' socs »).

Le 29 avril, une répétition générale – avant-première – dans la rue, malgré l'interdiction de Lacoste, nous permit de constater que désormais nous pourrions « mettre le paquet ».

4 - Soustelle n'est, hélas! pas arrivé à Alger dans la nuit du 13 au 14 mai, comme vous semblez l'indiquer.

Étroitement surveillé par ses « anges gardiens », il n'arriva que quelques jours plus tard, mettant quelques hautes personnalités dans l'embarras. Il atterrit enfin, venant de Genève : fut retenu près de deux heures à l'aérodrome et je n'ai pas besoin de rappeler les raisons (le général Salan n'avait pas, dans un premier temps, apprécié cette arrivée « insolite ») pour lesquelles A. de Sérigny et L. Delbecque durent intervenir énergiquement afin que l'ancien gouverneur général pût entrer dans Alger, sous les acclamations d'une foule enthousiaste et déli- ▶

◀ *Jean L'Hostis : fondateur du Comité de vigilance avec Léon Delbecque.*

Les coupoles d'El-Oued, cette oasis du Sud constantinois où les palmeraies poussent au fond de cratères de sable.

La vérité des deux côtés...

▶ tiens d'autant plus que je suis surpris de voir un de vos lecteurs s'imaginer (dans le dernier « Nos lecteurs écrivent ») que vous êtes essentiellement lus par des pieds-noirs et des « patriotes » qui auraient été hostiles à l'autodétermination de l'Algérie et, logique avec lui-même, ce lecteur souhaitait que vous fassiez le récit de la guerre d'Algérie selon ses « rêves »...

M. M. D..., 72-Le Mans

★

...Née à Oran, je vécus cependant les meilleures années de ma jeunesse à Perrégaux, où ma famille s'installa alors que j'avais dix ans. Comme nous y étions heureux !

Puis ce fut le drame. Et le couvre-feu. Tout devint silencieux et l'angoisse s'installa dans chaque foyer. Les sentinelles, chasseurs alpins ou tirailleurs, veillèrent à leur tour à chaque coin de rue. Les rondes arpentaient les quartiers. J'ouvre une parenthèse à mon récit pour un sujet qui me tient à cœur depuis longtemps et sur lequel vous avez déjà reçu pas mal de contestations. Il s'agit en effet du fameux verre d'eau refusé au soldat !

A la nuit tombante, chaque famille s'affairait à préparer café chaud et goutte de rhum. Les portes s'entrebâillaient doucement et femmes et jeunes filles se glissaient vers les sentinelles transies qui les accueillaient avec une joie silencieuse. Ils buvaient, lentement, sans bruit, en murmurant des « mercis ». Mais combien refusaient et jetaient les boissons ! Les jeunes métropolitains, en pays inconnu, mal informés, nous accusaient de vouloir les empoisonner ! Ceci est absolument véridique ! L'un d'eux ne fut pas assez méfiant puisque, depuis quatorze ans, il est mon mari ! Et chaque dimanche, il arrivait à la maison avec ses copains et tous étaient invités au repas familial.

Mme H. C..., 13-La Bedoule



...Je lis en effet dans l'article intitulé « Printemps 1957 - De Gaulle et les derricks », à la page 956 : « Le lendemain, le général de Gaulle va s'incliner sur la tombe du Père de Foucauld, au plateau d'Assekrem. »

Une réunion à la « Maison du Combattant » à Alger, au cours de l'été 1958. ▶



Sapin-Linière

▶ rante qui avait été appelée à se rendre en masse sur le Forum.

La vérité historique m'oblige aussi à dire que la délégation dont vous faites état ne s'est pas présentée chez Lacoste, qui, du reste, avait quitté Alger le 10 ou le 11 mai. Il s'agissait bien du scénario qui avait été préparé de la façon suivante :

Une délégation comprenant un nombre *restreint* de membres du Comité de vigilance, et dont j'étais naturellement, devait, à l'issue de la manifestation, se présenter chez Chaussade, secrétaire général du Gouvernement général, remplaçant Lacoste, absent, et, sous la pression des 40 000 ou 50 000 manifestants demeurés sur place, entendait signifier au représentant de Lacoste que nous nous constituions en Comité de salut public. Lagaillarde et son équipe ne jouèrent pas le jeu qu'ils avaient pourtant accepté. Sans doute avaient-ils des raisons de se méfier des « gaullistes » que nous étions, Delbecque et moi, entre autres; ils nous devancèrent donc et nous prirent de court pendant que le Comité de vigilance, conformément à ce qui avait été convenu, se tenait réuni rue d'Isly.

Delbecque, toujours sur le tas, y arrive, essoufflé, en courant, m'informe de la tournure précipitée des événements et me demande de monter « dare-dare » au G.G. Je m'exécute immédiatement avec quelques membres du Comité de vigilance, dont le brave Coulondre, décédé depuis, mais je ne réussis pas à convaincre et à entraîner les délégués fantoches des partis dits « indépendant » et radical socialiste, qui prétendirent très « courageusement » qu'ils ne pouvaient cautionner une manifestation tournant à l'émeute. Ils m'accusèrent même de les avoir odieusement trompés, ce qui n'était pas tout à fait faux...

Je parvins très rapidement au G.G. malgré la foule im-

La tombe du P. de Foucauld n'a jamais été à Assekrem. Il y a, au village même de Tamanrasset, auprès du bordj où a été assassiné le Père de Foucauld, un petit cimetière où se trouvait conservé le cœur du P. de Foucauld, près de la tombe du général Laperrine. Le corps du P. de Foucauld avait été ramené depuis plusieurs années à El-Goléa où il se trouvait conservé dans un monument élevé à quelques mètres de l'église Saint-Joseph. C'est cette église Saint-Joseph qui est reproduite à la page 957 de votre article, avec l'indication : église du P. de Foucauld.

Abbé F..., 29 N. Porstall



Dans le bled, un « gourbi » comme des milliers d'autres : pierre sèche et chaume.

★

... Lorsque j'étais enfant – je suis née à Alger en 1894 – j'entendais mes aînés chanter sur un air martial :

Pan, pan, l'arbi !
Les chacals (les zouaves) *sont par ici,*
Les chacals, ces vaillants guerriers
Qui ne laissent pas les colons nu-pieds
A cinq sous la paire de souliers,
Allons tous en acheter !

Cette chanson prouve bien que l'armée française fournissait les chaussures aux premiers colons d'Algérie au prix de cinq sous la paire, en employant le cuir de l'armée qui était de couleur noire; c'est ce qui explique que pour les Arabes, les colons étaient des « pieds-noirs ».

Mme E..., 92-Bagneux

mense et déchaînée qui emplissait le Forum, et ce, grâce à ce sacré Léon qui s'était débrouillé pour me faire prendre au pied de l'immeuble par une voiture officielle et militaire.

Le Comité de salut public fut constitué dans la nuit du 13 au 14 mai et, à notre demande, le général Massu, *qui n'était pas dans nos confidences*, accepta d'en prendre la présidence tout en déclarant, dans son langage truculent : « Eh bien, vous me foutez dans une belle m...! »

5 - Arrivé à Alger et à la demande unanime des membres du C.S.P. – Lagaillarde compris –, il sera offert à Soustelle de partager la présidence avec Massu. Je fus prié moi-même d'aller l'en informer dans le bureau de Lacoste, où il se trouvait encore quelque peu isolé. Il fut très satisfait de cette décision qui l'intégrait définitivement à nous et, sur-le-champ, il m'accompagna dans la salle où délibérait le C.S.P. Il y fut chaleureusement accueilli par tous.

6 - Je crois que vous faites erreur. Pflimlin, contre toute attente, fut bel et bien investi dans les fonctions de président du Conseil dans la nuit du 13 au 14 mai. C'est par la suite qu'il fut amené à démissionner. En sorte que les deux conditions qui devaient singulièrement faciliter l'opération que nous avions préparée – refus de l'investiture à Pflimlin, absence de Soustelle – ne furent pas remplies cette nuit-là. L'affaire ayant cependant réussi, l'importance que nous attachions à ces deux conditions échappe, dans le temps, un peu facilement à ses acteurs.

Certes, l'action engagée, elle devenait irréversible et nous étions donc déterminés, vaille que vaille, à la mener désormais jusqu'au bout.

Il n'en est pas moins vrai que même les plus résolus d'entre nous eurent, cette nuit-là, quelques motifs de s'interroger anxieusement. Pour ma part, je mentirais si je ne reconnaissais pas que je dus faire un sérieux effort pour ne point faire apparaître mon inquiétude.

Le courage, en effet, en de tels moments, ne consiste-t-il pas, pour les hommes forts, tout simplement à dominer la peur?

Jean L'Hostis, 75-Paris

★

... Je ne peux passer sous silence l'erreur que vous avez commise dans le numéro 230 (37), du 29 mai 1972, page 1106, dans lequel vous indiquez comme étant le square Bresson, bouclé par les hommes de Bigeard, ce qui est en réalité la place du Gouvernement, avec le petit square de la Régence lui faisant face avec l'hôtel de la Régence, dans lequel se dressent quelques palmiers aussi âgés que la bâtisse. Prise sous un autre angle, vous auriez pu voir sur la photo, un peu plus loin, vers la droite, face à la mosquée Nanélite – Djemâa Djedir – ou de la Pêcherie, l'ancien Batistan, à l'emplace- ▶







Les coupoles d'El-Oued, cette oasis du Sud constantinois où les palmeraies poussent au fond de cratères de sable.

Opinions...



Sous la présidence du préfet Andrieu, répartition des dividendes de fin d'année à la Coopérative de Magra.

ment de la place Mahon, où se tenait le marché aux esclaves avant 1830.

M. A. M..., 91-Vigneux-sur-Seine

★

... Fidèle lecteur de votre revue, je relève une inexactitude dans votre sommaire n° 229, p. 1088, sous le titre : « Si Chérif ou le vrai pacte. »

J'accomplissais, à cette époque, ma période de conscription et je bénéficiai, en cet instant, de ma première permission de 15 jours.

J'obtins de mes supérieurs une prolongation exceptionnelle pour participer, en raison des événements, à cette mission délicate et dangereuse.

Le plus difficile, dans cette affaire était, d'un côté comme de l'autre, de se mettre d'accord sur le lieu de la rencontre et sur l'heure des pourparlers qui devaient se dérouler entre les autorités militaires et Si Chérif. Il n'était pas question, en effet, que ces autorités aillent discuter au cœur même du djebel.

C'était pourtant là qu'il fallait rencontrer et convaincre Si Chérif à venir, pour assurer la garantie de sa personne et celle de ses hommes.

Je me suis donc rendu sur les lieux en un endroit situé entre Maginot et Aïn-Boucif. J'étais accompagné de mon frère et d'un garde champêtre indigène, Rahmani L'hokrichi, décédé depuis et qui avait participé aux contacts.

Il était 24 heures lorsque nous arrivâmes et parlementâmes avec Si Chérif. Celui-ci souhaitait obtenir des garanties pour sa personne au cours des entretiens qui allaient se dérouler à Maginot avec les autorités compétentes. Je décidai donc de rester comme otage aux mains de l'adjoint et des hommes de Si Chérif. Il en fut ainsi pendant toute la durée des entretiens qui eurent lieu, je le répète, à Maginot en présence des autorités et de l'adjudant Frachet. C'est dans ces conditions que fut enregistré le ralliement de Si Chérif et de ses hommes, au mois de juillet 1957.

M. A. C..., 24-Bergerac

★

... Dans le numéro 37 d' « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, l'article du général d'Esneval, « 57, l'Oranie bat de l'aile », donne à croire que le premier officier de la 4e D.I.M. tué à l'ennemi en Algérie l'a été en septembre 1957. En réalité, c'est dans la matinée du 15 septembre 1956 que le sous-lieutenant Leibenguth, de la 3e batterie du 1/12e R.A. était tué à l'est de Cassaigne.

Le capitaine Le Trequesser, du 31e G.C.P., devait également trouver la mort au cours de l'assaut donné aux rebelles en fin de journée. J'ai personnellement pris part à ces combats des 15 et 16 septembre 1956.

M. J.-L. S..., 38-Meylan

★

... C'est au sujet des amoureux de l'évasion et des horizons neufs que je vous écris. Je tiens à rassurer tout de suite l'auteur d'une lettre parue dans le supplément du numéro 233 et qui se demandait s'il était possible pour un Français d'envisager des vacances en Algérie sans pour cela courir au suicide. Nous sommes en 1972 et non en 1962, et bien des choses ont changé depuis !

Qu'il aille là-bas sans crainte et sans arrière-pensée (les Algériens les ont bannies et en seraient choqués) et vive de douces heures à l'ombre des lauriers-roses de la côte ou d'un palmier d'une oasis du Sud.

M. M. R..., 29-Quimper

★

... A cette époque, en tant que gardien de la paix des C.R.S., j'ai été appelé à reprises différentes à effectuer diverses missions en Algérie, tant militaires que policières. Je dois dire de mes séjours que je n'en ai pas gardé un bon souvenir, en ce qui concerne l'accueil qui nous était réservé par nos compatriotes.

En tant que C.R.S., notre rôle était fort ingrat. Les conditions de départ, de vie, de nourriture et logement étaient bien souvent déplorables. Pendant nos séjours, aucun soutien moral de la population. Un mois en opé-

ration dans le bled pour redescendre brutalement en service d'ordre en ville, lors des manifestations (suivies, pour se faire la main, de ratonnades), et se faire cracher dans la figure, aux cris de « C.R.S. dans l'Aurès ! Cocus, vous êtes ici et vos femmes couchent avec d'autres ». Non, que faisions-nous là-bas?

Là-dessus, je ne serai jamais d'accord avec eux. Quant aux atrocités, cela est autre chose, et aucun Arabe ne pourra me faire avaler qu'il n'y avait d'autre solution pour l'emporter.

M. R. R...., 62-Longuenesse

(à suivre)

HISTORIA magazine SOMMAIRES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus :

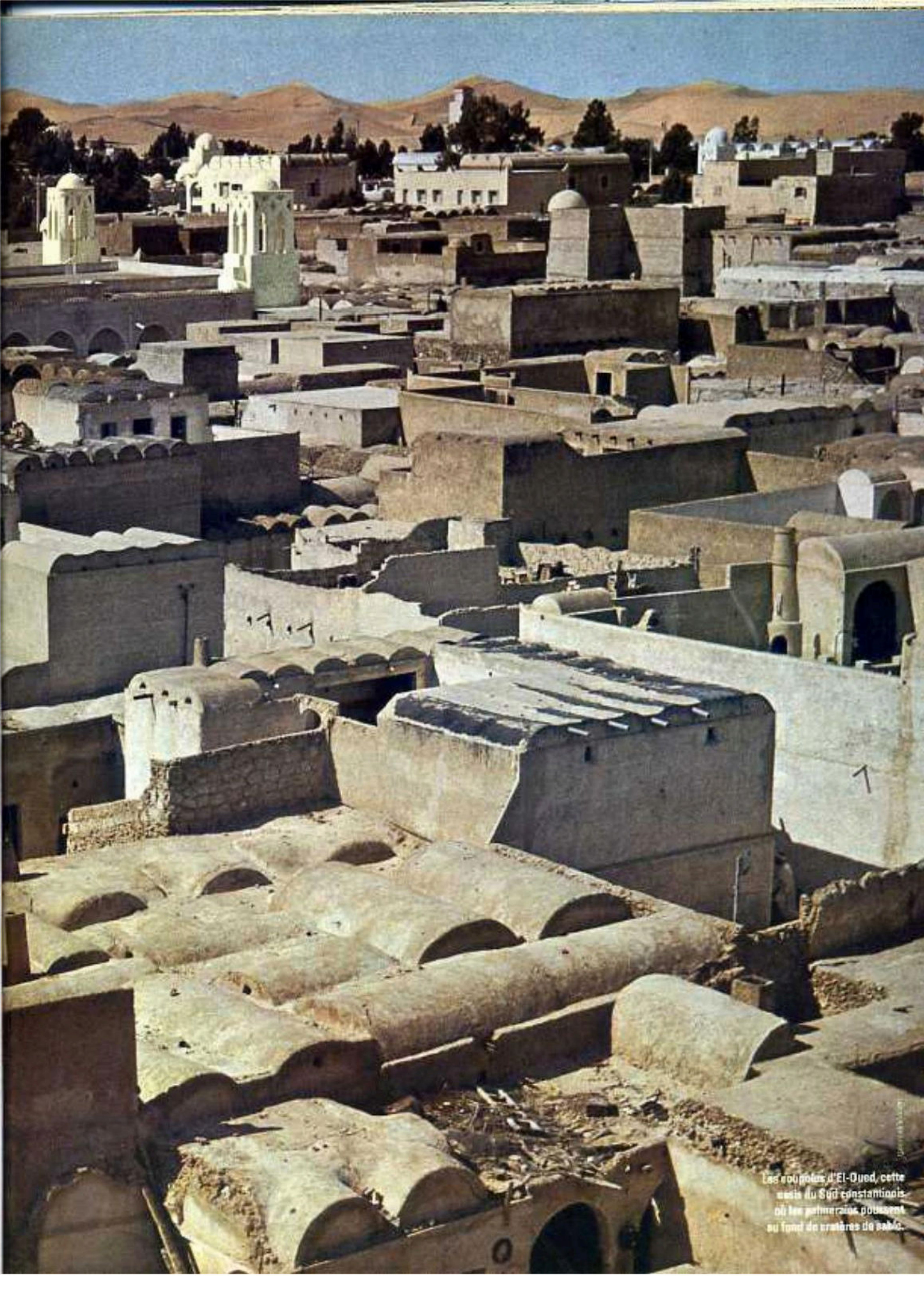
II. Numéros à paraître :





Les coupoles d'El-Oued, cette oasis du Sud constantinois où les palmeraies poussent au fond de cratères de sable.


reliez vous-même les numéro
de votre collection
LA GUERRE
D'ALGERIE
une reliure spéciale a été prévu
elle contient 16 numéros
Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos
de quatre filets dorés en plein skivertex havane,
avec le titre de la collection.
LA GUERRE
D'ALGERIE
Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureau
18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guer
d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas
joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire
virement postal au CCP 2778 70).
En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de
Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.
En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.
Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C



Les coupoles d'El-Oued, cette oasis du Sud constantinois où les palmeraies poussent au fond de cratères de sable.

mais, sur le Forum, la foule hurle son nom

(Suite de la page 1565)
Geoffroy de La Tour du Pin qui l'assène à Salan : « De toute façon, il est trop tard. Les soldats ont reconnu l'ancien gouverneur général, le personnel de l'aéroport aussi. Dans quelques minutes, tout Alger sera au courant. D'autant que Delbecque et Thomazo sont avertis. Les choses risquent de se gâter sérieusement pour le commandant en chef s'il prend une décision inopportune. La population algéroise ne la lui pardonnerait pas... »

En ville, Léon Delbecque met tout en œuvre pour que le maire de Lyon ne puisse être refoulé. Il rameute les uns et les autres. Il fait circuler le mot d'ordre : « Tous au Forum pour y accueillir Soustelle. » Comme cela ne suffit pas, il fait peindre d'immenses pancartes que l'on promène à travers la ville à l'arrière des voitures : « Soustelle est arrivé ».

" Gros Matou " et " le Mandarin "

Puis il se précipite à l'aéroport où il descend de voiture quelques minutes avant Alain de Sérigny. Le directeur de *l'Écho d'Alger*, venu attendre le docteur Sid Cara, à qui l'on doit confier la vice-présidence du Comité de salut public Algérie-Sahara, tombe sur Soustelle : « On m'accueille comme un indésirable », lui dit l'ancien gouverneur général.

Sérigny échange quelques mots avec le général Salan. « Vous devriez téléphoner à Pflimlin pour lui annoncer l'arrivée de Soustelle, lui conseille-t-il. Dites-lui que s'il accepte de démissionner, le maire de Lyon quittera Alger, et s'il refuse, accueillez solennellement Soustelle. »

Salan accepte après un temps de réflexion. Il téléphone au président du Conseil : « Je suis dans une situation intenable, lui dit-il. Je suis bien obligé de me rallier à Soustelle. »

« Faites votre devoir », lui répond Pflimlin.

Par un itinéraire détourné, Alain de Sérigny a emmené le nouveau venu dans sa villa de Mustapha, sur les hauts d'Alger. Soustelle se repose quelques instants de toutes ces émotions. Puis en route pour le Forum et le Gouvernement général. Sur le Forum, que la nouvelle de son arrivée a rempli d'une foule enthousiaste, frénétique, c'est le délire.

Sous le péristyle, Salan accueille Soustelle, à qui, pour les photographes, il serre longuement la main. Puis il se dirige vers le fameux balcon aux côtés du leader de l'Algérie française qu'il a accepté de présenter à la foule. Lucien Neuwirth les précède.

« Ce n'est qu'un au revoir, avez-vous dit à Soustelle lorsqu'il est parti d'Alger. Le voici de nouveau parmi nous. »



Et voici qu'apparait le héros de la journée. La foule peu à peu s'apaise. Il parle :

« Il y a trois jours encore, j'étais à mon siège de parlementaire afin de poursuivre mes efforts. Mais soumis à une incessante surveillance, menacé à tout instant dans ma liberté, je ne pouvais plus continuer à accomplir mon devoir. J'ai donc décidé de revenir à Alger.

» Au milieu du peuple, poursuit Soustelle, au milieu de l'armée, j'ai choisi à la fois la liberté et la patrie. Je viens me mettre à la disposition de l'Algérie française qui vient de donner un magnifique exemple. Je n'ai d'autre ambition que de refaire l'unité nationale sur les deux bords de la Méditerranée... »

Il lance encore : « Il n'y a plus que neuf millions de Français » et il achève aux cris de « Vive la République! vive l'Algérie française! vive la France! vive de Gaulle! »

Mais tout est loin d'être réglé entre Soustelle et Salan. Les deux hommes s'affrontent un peu plus tard au siège de la Xe région. Et sans aménité, comme en témoigne le récit du général Dulac, adjoint de Salan, qui, ainsi que Jouhaud, assiste à l'entretien :

Nous sommes tous les quatre, dans le long salon vitré du premier étage, écrit-il dans « Nos guerres perdues » (1). *L'atmosphère est lourde. Soustelle souhaite quelque chose et sait que Salan ne le souhaite pas. Mauvais climat pour un début. « Je pense, mon général, qu'il faudrait définir mon rôle ici, c'est-à-dire que mes attributions soient fixées. » Silence. « Je pourrais, par exemple, prendre les affaires civiles. — Ce n'est pas possible, répond sans précipitation le général Salan. J'assume tous les pouvoirs sauf celui d'en déléguer. C'est hors de question. » Le coup porté était sec. Mais Soustelle, après une tentative de reprendre en détail ce qui avait échoué en bloc, a l'attitude la plus intelligente et la mieux adaptée aux circonstances : « Voulez-vous, mon général, que nous en restions là ?*

(1) Fayard, éditeur.



C'est une foule en liesse que J. Soustelle va retrouver. Hurlant sa joie, brandissant des banderoles, mêlant les deux communautés. Au premier plan, le comité de salut public de Mondovi, village natal d'Albert Camus...

Il est revenu ! Pour les Algérois, le retour de leur idole fait partie du grand miracle de Mai. Soustelle est revenu, sans aucune attribution. Il a seulement promis à Salan d'être désormais à ses côtés, pour le conseiller, l'aider.

Laissons passer la nuit et nous verrons demain ce qu'il y aura lieu de faire. »

Cependant, sous les fenêtres de la Xe région, place Bugeaud, des manifestants, rameutés par Léon Delbecque et ses amis, acclament l'ancien gouverneur général. Leur a-t-on fait croire que leur héros était prisonnier des militaires ?

« Vive Soustelle ! Libérez Soustelle ! », entend-on hurler.

Salan est agacé. Toutefois, il accepte, pour calmer les excités, de paraître à la fenêtre aux côtés du parlementaire.

Et, tôt le lendemain matin, reprend le général Dulac, *Soustelle dit au général Salan qu'il se range à son avis, qu'il ne demande ni attribution ni délégation et qu'il sera « à ses côtés pour lui apporter son aide et son concours ».*

Alors, les deux hommes tombent d'accord. Salan n'exige plus de Soustelle qu'il reparte d'Alger. Au contraire, il en fait son conseiller politique. Il n'aura pas de titre officiel mais il occupera le bureau de Robert Lacoste. Il habitera sa résidence de la villa des Oliviers. Il disposera de sa voiture.

Je n'avais nullement l'intention d'ajouter aux difficultés du général Salan, écrira plus tard Jacques Soustelle dans « l'Espérance trahie » (1).

Je m'étais, en conséquence, fixé les buts suivants :

1) Conduire la révolution du 13 mai à se durcir, à se structurer, à s'organiser dans l'ensemble de l'Algérie, de façon que le faible système de Paris se rendît compte au plus tôt qu'il n'avait aucune chance de reprendre le dessus. Il fallait à cet effet créer partout des comités de salut public, établir entre eux des relations régulières, renforcer le Comité de salut public de l'Algérie et du Sahara qui devait les « chapeauter », veiller à ce que les différentes organisations et les diverses catégories de la population y fussent équitablement représentées; il convenait en même temps de donner à tout progrès du mouvement une grande publicité, de manière à faire comprendre au gouvernement qu'il se trouvait devant une réalité à laquelle on ne pouvait plus rien changer ;

2) Exalter partout la fraternisation ;

3) Informer la métropole et l'étranger pour leur montrer le véritable visage populaire, à la fois national et démocratique, d'un mouvement que l'on s'obstinait à affubler du masque hideux de « putsch fasciste ». (Edition de l'Alma.) H

(1) Édition de l'Alma.

Jacques KOHLMANN

LE GÉNÉ



«... Ce qu'il y a de mieux à faire, et même la seule chose à faire, c'est ce qui doit empêcher que l'Algérie ne s'écarte de la France, ce qu'elle ne veut absolument pas et la France non plus. »

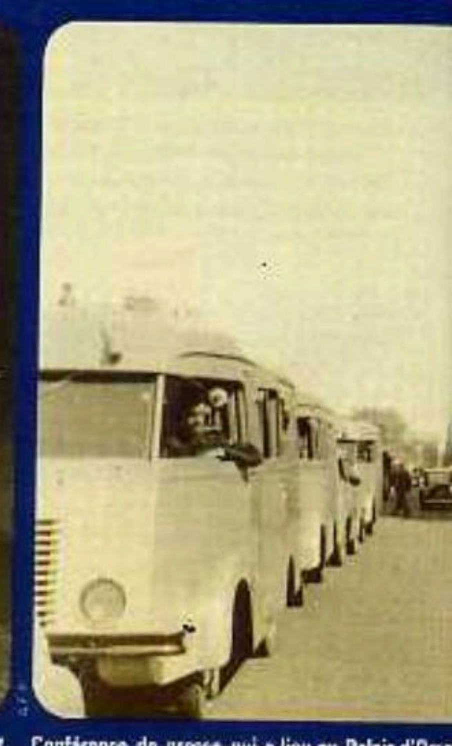
Ce 19 mai, pressés au coude à coude dans le décor désuet, aux lustres Belle Époque, aux ors vieillis, du Palais d'Orsay, quelque six cents journalistes n'en perdent pas un mot. Toutes les chaises, garnies de velours pourpre, sont occupées et nombre de confrères n'ont trouvé place que debout dans les allées et les bas-côtés de la salle. Il en est de célèbres parmi eux : voici le long visage douloureux de François Mauriac, voilà le masque buriné de Joseph Kessel... Et puis le Britannique Graham Greene, et puis Jean Dutourd...

L'événement est d'importance. Venu de Colombey-les-Deux-Églises dans la matinée, le général de Gaulle rompt le silence pour la première fois depuis trois ans. Une semaine, jour pour jour, après le soulèvement d'Alger, la prise du Gouvernement général par la foule et la création d'un Comité de salut public présidé par Massu, « l'Homme du 18-Juin » se dresse publiquement et dit : « Me voilà, moi, de Gaulle. »

L'annonce que le général allait prendre la parole en public a semé la panique en haut lieu. Des ministres ont proposé d'interdire purement et simplement la conférence de presse. D'autres ont suggéré qu'elle se tînt à Colombey-les-Deux-



De Gaulle n'est pas encore sorti de son silence « colombeyen » que déjà, dans toute la France, des bruissements se produisent. On est assez inquiet. Les escadrilles volent en formation de croix de Lorraine. Soudain, c'est l'annonce de la conférence...



Conférence de presse qui a lieu au Palais d'Orsa[...] Un déploiement de forces extraordinaire mam[...]

AL SORT DU "DÉSERT" !

Églises, où la sécurité de l'ancien chef de la France libre serait plus facilement assurée. Les responsables ont la hantise d'un attentat commis par un fanatique, attentat qui mettrait le feu aux poudres.

Car tandis qu'Alger vit des heures révolutionnaires, le climat en métropole se dégrade d'heure en heure, en ce joli mois de mai. Pflimlin, qui ne tient que grâce au Maxiton, ne quitte plus son bureau : il y dort, il y prend ses repas... On redoute à ce point de violentes manifestations dans la capitale — et même la prise de certains ministères par la foule — que le président Coty songe à organiser un « réduit » où l'on mettrait à l'abri les organes de l'État. Au ministère de l'Intérieur, un télégramme révèle qu'un groupe d'hommes a été arrêté à Saint-Étienne alors qu'en possession d'armes automatiques il s'apprêtait à occuper la préfecture. Interrogés, les conjurés ont déclaré : « Les paras nous libéreront demain ou après-demain. »

Au Palais d'Orsay

Les détenteurs du pouvoir savent que l'armée de métropole n'acceptera pas d'affronter l'armée d'Algérie. Et surtout pas les aviateurs, dont les escadrilles, depuis quelques jours, volent en formation de croix de Lorraine. Quant aux forces populaires, elles ne sont guère « chaudes ». Seuls 10 % des ouvriers d'une entreprise-test de Seine-et-Marne se sont déclarés en faveur de la grève générale dans l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

La confirmation par le consul des États-Unis à Alger qu'un plan de débarquement en métropole est fin prêt n'a pas contribué à rasséréner les esprits. Et l'intoxication bat son plein. Les rumeurs les plus folles se colportent de ministère à ministère, mais aussi de bouche à oreille dans la rue. On assure, par exemple, qu'un maquis progaulliste est en train de se constituer. Et aussi que le président du Conseil lève des milices populaires. Ces fausses nouvelles s'amplifient au fur et à mesure qu'elles sortent de la capitale et parviennent en province. La psychose a gagné les esprits. Les ménagères dévalisent les épiceries et stockent huile, café, sucre et conserves.

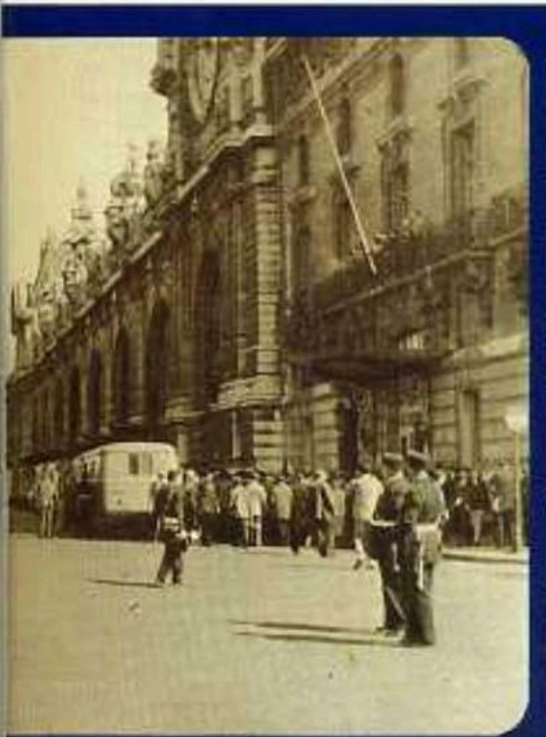
A l'étranger, on voit déjà l'hexagone à feu et à sang : les 70 touristes d'un « charter » américain refusent de quitter l'avion à l'escale d'Orly : « Nous savons que la révolution a éclaté en France et l'on nous a dit que nous risquerions notre vie à fouler le sol de votre pays », déclarent ces voyageurs aux hôtesses, médusées.

Plus que jamais, le projecteur est braqué sur les événements d'Algérie et sur leurs prolongements en métropole. C'est ce qui explique que, bien avant l'heure prévue pour le début de la conférence de presse exceptionnelle du général, une extraordinaire affluence a envahi le Palais d'Orsay. Journalistes, bien sûr, mais aussi fidèles de tout bord sont là, présents au rendez-vous de l'Histoire : Michel Debré, Louis Vallon, Edmond Michelet, Chaban-Delmas, Diomède Catroux, le professeur Pasteur Vallery-Radot, Pierre Clostermann, le général Kœnig... La curiosité, l'anxiété, bien des espérances aussi se lisent sur ces visages tournés, tendus, vers le podium.

Ironie, sarcasme, gouaille et superbe

D'un pas alerte, sous les flashes des photographes qui le mitraillent, très droit dans un costume gris-bleu, l'ancien chef du R.P.F. salue l'assistance de ce geste des deux mains qui lui est familier. Il s'assied devant la petite table hérissée de micros. Sa voix, d'abord faible, hésitante, trahit son émotion. Mais, rapidement, il reconquiert son assurance, son autorité. De l'ironie, du sarcasme, un brin de gouaille, une pointe de mépris, une once de dédain, de la superbe... L'assistance retrouve, bien vite, le de Gaulle d'avant la « traversée du désert ».

Le général aborde son propos par un retour au passé récent. Il rappelle aux journalistes que, pendant trois ans, il n'a pas eu « le plaisir » de les voir : « Je vous avais alors fait part, leur dit-il, de mes prévisions et de mes inquiétudes quant au cours des événements et de ma résolution de garder



le 19 mai. Des centaines de journalistes s'y précipitent. l'événement. Paris vit les dernières heures du régime.



De Gaulle a parlé haut et clair. Sur les téléscripteurs les mots vont crépiter et le monde apprendra qu'il est bien décidé, cette fois, à sortir du désert, si le pays le lui demande. Le pays, devant la « montée des périls », va le rappeler.



à l'heure où il trouvait "absurd

◄ Précédé par le colonel de Bonneval, en civil, et suivi par Guichard et Foccart, de Gaulle arrive à l'hôtel Palais d'Orsay. Moment solennel, et dont tout le monde mesure l'intensité. En 18 ans l'« Homme du 18-Juin » a blanchi, s'est épaissi... Mais son style n'a pas changé et son autorité s'affirme aussitôt.



▲ Au cours de cette conférence, constatant l'étendue du drame algérien, il évoque les mots de Lacoste : « Dien Bien Phu diplomatique. »

◄ Préfiguration de ce que seront, après l'accession au pouvoir, les conférences de presse du général. On s'y précipite, sous les lustres, pour le « show ».

le silence jusqu'au moment où, en le rompant, je pourrais servir le pays. »

Puis, tout de suite, mais de manière très générale, il examine les conséquences des événements d'Algérie. Ceux-ci peuvent conduire, selon lui, à « une crise nationale extrêmement grave ». « Mais aussi ce peut être le début d'une sorte de résurrection... Voilà pourquoi le moment m'a semblé venu où il pourrait m'être possible d'être utile, encore une fois, directement à la France ».

De Gaulle insiste sur le fait que le capital moral qu'il représente « pourrait avoir son poids dans un moment de dangereuse confusion ». Et il s'en prend, une fois de plus, au régime des partis qui « n'a pas résolu, ne résout pas, ne résoudra pas les énormes problèmes auxquels nous sommes confrontés ».

Puis, comme tout candidat sollicitant les suffrages de son auditoire — mais quel candidat! — il se dépeint politiquement : « Je suis un homme seul... Je ne me confonds avec aucune organisation, avec aucun parti... Depuis six ans, je n'exerce aucune action politique... » Il ajoute, du haut de sa superbe : « Je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde. »

« Je ne l'ai pas violée »

Comment il pourrait être utile dans les circonstances présentes? « Eh bien, si le peuple le veut, comme dans la précédente grande crise nationale, à la tête du gouvernement de la République. » Sur ces mots, le général achève son préambule. Il va répondre à présent aux questions de son auditoire.

La première de ces questions a trait aux « pouvoirs de la République » que de Gaulle entend assumer. Comment les conçoit-il?

« ... Quand on les assume, répond le général en jouant avec ses lunettes, ce ne peut être que par le sceau qu'elle-même vous aura délégué. Voilà pour les termes, qui sont parfaitement clairs. Et puis il y a l'homme qui les prononce. La République! Il fut un temps où elle était reniée, trahie par les partis eux-mêmes. Alors, moi, j'ai redressé ses armes, ses lois, son nom! clame-t-il.

» J'ai fait la guerre pour obtenir la victoire de la France, poursuit « l'Homme du 18-Juin », et je me suis arrangé de telle sorte que ce fût aussi la victoire de la République chez elle. En son nom, pour son compte, conformément à son génie, mon gouvernement a accompli une immense tâche de rénovation! »

Et de dresser un tableau de son œuvre. Il évoque, dans le domaine politique, droit de vote donné aux femmes, la citoyenneté reconnue aux musulmans d'Algérie, le début d'association des peuples d'Afrique, naguère sous notre dépendance. En matière économique, il cite la nationalisation des mines, du gaz, de l'électricité, de la Banque de France, des principaux établissements de crédit, de la Régie Renault; également la création des comités d'entreprise, la réforme des assurances sociales, l'institution de certains organismes destinés au développement, à la modernisation du pays : par exemple, le Plan...

« Quand tout cela a été fait, dit de Gaulle, j'ai donné la parole au peuple comme je l'avais promis. Il a élu ses représentants. Je lui ai remis sans aucune réserve, sans aucune condition, les pouvoirs dont je portais la charge. Quand j'ai vu que les partis avaient reparu comme les émigrés d'autrefois, qui n'avaient rien oublié ni rien appris, et que, par conséquent, il m'était devenu impossible de gouverner comme il faut, eh bien, je me suis retiré sans aucunement chercher à leur forcer la main. Par la suite ils ont fait une Constitution — mauvaise — malgré moi et contre moi. Je n'ai pas un instant cherché à la violer. »

La question brûlante

Sur ce sujet de Gaulle conclut, sarcastique et dédaigneux :

« Voilà comment j'ai servi et, paraît-il, menacé la République. Aussi, quand j'entends — voilà dix-huit ans que cela dure — les sauveurs de la République — lesquels, d'ailleurs, auraient été bien en peine de la rétablir tout seuls —, des sauveurs professionnels, qui m'imputent de vouloir attenter aux libertés politiques, détruire les droits syndicaux, démolir l'institution républicaine, je laisse tomber et je passe outre. Ce qui ne m'empêche pas, avec beaucoup d'autres, d'ailleurs, de demander à ces sauveurs ce qu'ils ont fait, eux, de la France libérée et de la République restaurée. »

Après quoi l'ancien chef de la France libre est invité par les représentants de la presse à donner son avis sur les événements d'Alger. L'auditoire redouble d'at-

et "lamentable" de couper les liens entre la métropole et l'Algérie


Gérard Géry/Paris Match

tention. Les carnets de notes s'emplissent, les caméras ronronnent.

Le général tourne d'abord sa pensée vers la population d'Algérie qui, « depuis des années, est dans la guerre, les meurtres, les attentats, une population qui a pu constater que le système établi ne peut pas résoudre ses problèmes. Bien plus, dit-il, elle a vu ce système s'orienter récemment vers les offices de l'étranger. Elle a entendu l'homme, qui est d'ailleurs mon ami et qui se trouvait à ce moment-là ministre de l'Algérie, déclarer publiquement : « Nous allons à un Dien Bien Phu diplomatique... »

Cette même population, de Gaulle la montre regardant à Paris les crises succéder aux crises, l'impuissance succéder à l'impuissance. Elle a vu les mêmes représentants des mêmes partis se mélanger indéfiniment dans les mêmes postes ministériels, sans qu'il en sortît jamais rien de net, de précis, d'efficace. « Comment veut-on qu'à la longue cette population ne se soulève pas? demande-t-il. Comment n'irait-elle pas chercher ailleurs que dans des combinaisons parlementaires un recours à ses malheurs? »

En face d'une telle situation les Algériens crient « Vive de Gaulle! », dit le général, comme font d'instinct les Français quand ils sont plongés dans l'angoisse ou emportés par l'espérance. L'orateur croit — ou feint de croire — à la fraternisation, « spectacle magnifique qui offre une base psychologique et morale aux accords et aux arrangements de demain, base infiniment meilleure que les combats et les embuscades ». Il conclut sur ce sujet par ces mots : « Les Français d'Algérie ne veulent à aucun prix se séparer de la métropole. Car on ne crie pas « Vive de Gaulle! » quand on n'est pas avec la nation. »

Le rôle de l'armée

Le général en vient au rôle de l'armée dans l'affaire. Cette armée, il la sait profondément pénétrée du drame que représente pour le pays qu'elle sert « la carence des pouvoirs publics ». Il la décrit en contact avec la population et partageant ses sentiments en ce qui concerne le désir de voir Paris assumer ses responsabilités. Il comprend très bien son attitude et l'action du commandement militaire en Algérie. Il souhaite que, « dans l'intérêt national, l'armée reste cohérente, unie, élément exemplaire, en un temps où il n'y en a guère ». Il rappelle enfin qu'elle est l'instrument de l'État et qu'il convient qu'elle le demeure. « Mais encore faut-il, souligne-t-il, qu'il y ait un État. »

De Gaulle qualifie ensuite d'« absurde » et de « lamentable » l'idée de ceux qui « veulent couper les liens entre la métropole et l'Algérie ». « Ce serait, dit-il, au détriment des Français qui sont là-bas, qu'ils soient français de souche ou musulmans, qu'ils soient civils ou militaires et même de beaucoup de Français de ce côté-ci de la mer... Ce serait créer un état de choses qui aboutirait certainement à la violence. » Et il laisse tomber cette phrase qui comblera d'aise les Européens d'Algérie lorsqu'ils la liront le lendemain dans leur journal : « Ce qu'il y a de mieux à faire, et même la seule chose à faire, c'est ce qui doit empêcher que l'Algérie ne s'écarte de la France, ce qu'elle ne veut absolument pas et la France non plus. »

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Guy Mollet a énuméré, ces jours passés, un certain nombre de questions concernant la procédure d'un retour éventuel au pouvoir de l'ancien chef du R.P.F.

Pour le secrétaire général de la S.F.I.O., celles-ci constituaient non pas un appel, mais une mise en demeure :

« Reconnaissez-vous comme seul légitime le gouvernement actuel? » a demandé Guy Mollet.

« Désavouez-vous les promoteurs des comités de salut public? »

« Si vous étiez un jour sollicité pour former le gouvernement, accepteriez-vous, comme tout candidat, de vous présenter devant l'Assemblée nationale, d'y exposer votre programme, de vous considérer comme responsable devant l'Assemblée souveraine si vous êtes investi, de vous retirer simplement si vous ne l'êtes pas? »

C'est à ce sujet qu'un journaliste « accroche » le général. Celui-ci fait d'abord l'éloge de l'ancien président du Conseil, pour lequel, dit-il, il a beaucoup d'estime : « Pendant la guerre, il a combattu à tous risques pour la France et pour la liberté. Il a donc été mon compagnon. » Puis il en vient aux « questions » du député d'Arras. Mais pour y répondre succinctement.

Arbitre ou dictateur ?

« Si de Gaulle était amené à se voir déléguer des pouvoirs exceptionnels, pour une tâche exceptionnelle, dans un moment exceptionnel, cela ne pourrait évidemment se faire suivant la procédure et les rites habituels, tellement habituels que tout le monde en est excédé. Il faudrait adopter une procédure elle aussi exceptionnelle, dit-il. Pour l'investiture de l'Assemblée nationale, par exemple. Mais, vous le savez, quand les événements parlent très fort et qu'on est d'accord sur le fond, les procédures comportent une flexibilité considérable... » Il n'en dira pas davantage et l'auditoire restera sur sa faim.

Un journaliste fait ensuite remarquer au général que lorsqu'il a lancé son appel « la mutinerie algérienne était en train de s'effriter. N'a-t-il pas redonné confiance ▶

Ph. Le Tac/Paris Match

Au Palais d'Orsay, ce ▶ jour-là, François Mauriac et son fils Jean, journaliste à l'A.F.P. Nombre d'écrivains seront présents : Kessel, entre autres. Des hommes politiques : Louis Vallon, Debré, Chaban-Delmas, Michelet, et aussi Clostermann, et le général Kœnig, et le professeur Pasteur Vallery-Radot. Tous les fidèles attendent...

◄ Le premier bain de foule après la longue « traversée du désert » est un bain de presse. Assailli, mitraillé par les flashes, acclamé, de Gaulle sort du Palais d'Orsay...

et il rentre à Colombey ; pas pour longtemps

aux factieux? lui demande-t-on. Sa conférence de presse ne les renforcera-t-elle pas ? »

De Gaulle répond qu'il souhaite donner courage et vigueur aux Français qui veulent l'unité nationale, qu'ils soient d'un bord ou de l'autre de la Méditerranée. « Car c'est cela la question, s'écrie-t-il. Le reste, ce sont des histoires d'un univers qui n'est pas le mien. On fera plus tard l'étude des responsabilités. »

Et le général d'ironiser : « Aujourd'hui, il y a un fait : certains traitent de généraux factieux des chefs qui n'ont été l'objet d'aucune sanction de la part des pouvoirs publics, lesquels, même, leur ont délégué toute l'autorité. Alors moi, qui ne suis pas actuellement les pouvoirs publics, pourquoi voulez-vous que je les traite de factieux? Voyez-vous, dans ce drame, il faut être sérieux. Je tâche de l'être, voilà tout. »

Le général propose-t-il autre chose qu'une procédure exceptionnelle et le réengagement de sa personne dans la chose publique pour résoudre le problème algérien ? Il envisage le cas, répond-il, où il lui serait demandé, par le peuple français d'exercer un arbitrage. C'est assez pour qu'actuellement il n'indique pas quelles seraient les conclusions de cet arbitrage. Car, avant de le rendre, il faudrait avoir entendu les parties en cause. Puis, le jugement rendu, il faudrait être en mesure de l'imposer. « Toutes conditions qui, en ce qui me concerne, dit-il, ne sont évidemment pas remplies. Que serait un juge qui rendrait son jugement avant l'audience et serait certain, au surplus, que ce jugement resterait lettre morte? » demande de Gaulle.

Et quand on lui dit que certains craignent qu'il n'attente aux libertés publiques, une fois revenu au pouvoir, il interroge : « L'ai-je jamais fait? Au contraire, je les ai rétablies quand elles avaient disparu. Croit-on qu'à soixante-sept ans je vais commencer une carrière de dictateur? »

Et de Gaulle conclut sa conférence de presse sur cette péroraison :

« Nous sommes affaiblis, aux prises, dans un monde terrible, avec d'extrêmes difficultés et de grandes menaces. Mais dans le jeu de la France, il y a de bonnes cartes pour l'avenir... Ces données de notre jeu peuvent permettre demain un vrai renouveau français, une grande prospérité française... Mais il est bien vrai que, pour le moment, la passe est mauvaise. Si la tâche devait m'incomber de tirer de la crise l'État et la nation, je l'aborderais, sans outrecuidance, car elle serait dure et redoutable. Comme j'aurais alors besoin des Françaises et des Français! J'ai dit ce que j'avais à dire. A présent, je vais rentrer dans mon village et m'y tiendrai à la disposition du pays. »

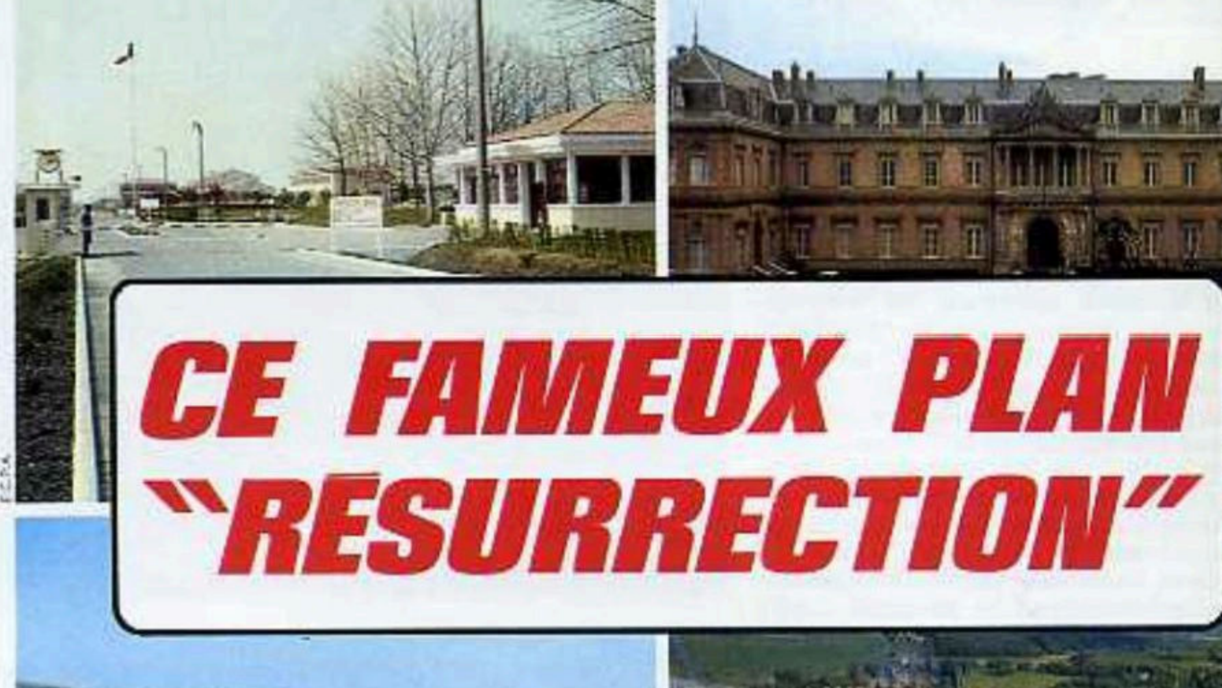
La conférence de presse a duré trente-cinq minutes exactement. Lorsque, auprès de sa femme, le général est remonté dans sa voiture que précédaient quatre motocyclistes, la foule, massée devant le Palais d'Orsay, lui a fait une longue ovation. La voiture a pris aussitôt la route de Colombey-les-Deux-Églises. Un peu avant de sortir du département de l'Aube, le général a fait arrêter le véhicule dans un sous-bois. Là, il a écouté attentivement les informations. Il n'était question, sur les ondes, que de son entretien avec les journalistes. Satisfait, le sourire aux lèvres, les yeux perdus dans un rêve, de Gaulle s'est alors carré dans les coussins : « En route », a-t-il lancé au chauffeur. H

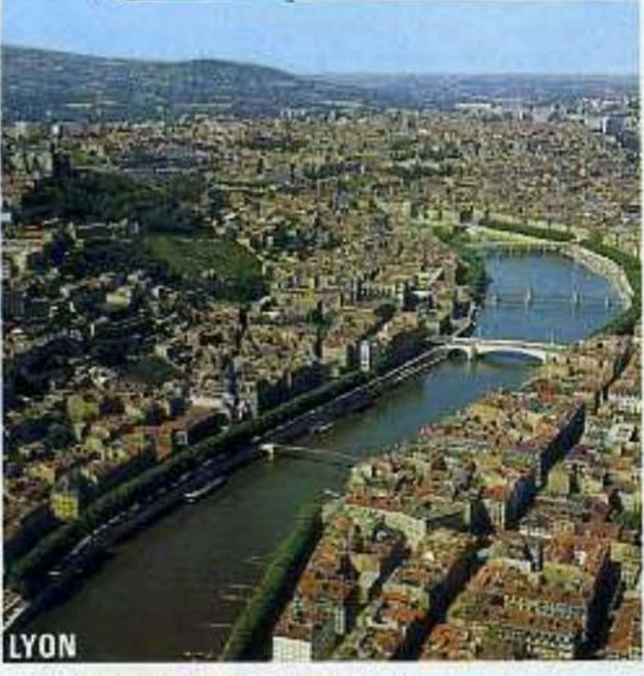
Charles MEYER



« Maintenant, je vais retourner dans mon village... » La ► Citroën noire du général reprend la route de Colombey ; mais, cette fois, le séjour ne sera pas aussi long...

CE FAMEUX PLAN "RÉSURRECTION"











Pau, Toulouse, Lyon, Villacoublay, Dugny-Le Bourget, Brétigny... Ce sont les noms clefs du plan « Résurrection », les foyers de la conjuration. Ce plan que fût-il ? Un complot contre la République ? Le premier pas vers une guerre civile ? Or ceux qui le connurent affirment qu'il s'agissait d'un coup de force militaire en France, fomenté par ceux d'Alger, pour ramener de Gaulle au pouvoir. Le général Miquel en fut la « tête » dans l'hexagone.

▶ PLAN « RÉSURRECTION »

les lignes de force d'un complot "para"



S.P.E coll. Lamouliatte

LES communications entre la métropole et l'Algérie ne sont pas encore rétablies et pourtant, ce matin du 18 mai, un avion militaire, qui a décollé de Maison-Blanche à 3 heures, s'apprête à se poser à Pau vers 6 heures. Sanglés sur la banquette métallique, le commandant Vitasse et le capitaine Jean-Marie Lamouliatte se versent une rasade de café brûlant dans le gobelet du thermos. Pour ces deux hommes en mission secrète, la journée sera longue.

Vitasse, c'est le commandant de la compagnie d'honneur du Q.G. de Massu. Visage au menton carré, cheveux taillés en brosse, cet ancien résistant s'est taillé une belle réputation d'intrépidité lorsqu'il baroudait contre les Allemands en Ile-de-France, dans les années 1942-1943. Son compagnon est un solide Landais qui, depuis l'âge de dix-huit ans, a fait l'essentiel de sa carrière chez les paras.

L'homme de la subversion

En bas, sous l'aile droite de l'appareil, des lumières émergent de la brume. C'est Pau dans son cirque de montagnes. L'avion descend, se pose, « crache » ses deux passagers en bout de piste, redécolle sans avoir arrêté ses moteurs, sans établir le contact avec la tour de contrôle. Vitasse et Lamouliatte — « Grand-père » et « Equipier » pour les appeler par leur nom de code — s'évanouissent dans la nature. Les gendarmes, alertés, et qui savent, un peu comme tout le monde, « qu'il se trame quelque chose », font semblant de patrouiller à leur recherche.

Un peu plus tard, les émissaires d'Alger se retrouvent à la base aéroportée de Pau dans le bureau du colonel Château-Jobert, commandant la demi-brigade de paras de Bayonne. Ils exhibent leurs ordres de mission signés Salan-Jouhaud-Massu. Pourquoi ce débarquement clandestin ? Pour mettre au point les détails de l'opération « Résurrection », c'est-à-dire du coup de force qui, si la chose ne peut se faire dans la légalité, ramènera au pouvoir le général de Gaulle.

Pour coiffer le mouvement insurrectionnel en France, l'état-major d'Alger a songé au général Roger Miquel, commandant la région de Toulouse. Naguère condisciple de Salan à Saint-Cyr, ce sportif au teint basané, ancien commandant supérieur au Maroc, est en étroite communion de pensée avec ses camarades d'Afrique. Il estime lui aussi que tout doit être mis en œuvre pour faire revenir le « Grand Charles ».

Miquel est considéré comme « l'homme de la subversion » en métropole, aussi bien au ministère des Armées qu'au ministère de l'Intérieur. Et on le surveille. Aussi n'hésite-t-il pas à répondre « présent » lorsque le commandant Vitasse lui demande, au nom du général Salan, de prendre la tête de l'opération qui se prépare de ce côté-ci de la Méditerranée. Il répondra au pseudonyme d'Honoré.

Le général Miquel, dont la région abrite tous les régiments parachutistes de l'hexagone, a déjà eu connaissance du plan « Résurrection » par Château-Jobert. En prévision, il a fait aménager, dans le grenier du palais Niel, un centre de transmissions doté des derniers perfectionnements techniques. Ainsi pourra-t-il, en trompant les oreilles indiscrètes, maintenir le contact avec le colonel Ducasse, chef d'état-major du général Massu à Alger et cheville ouvrière du plan insurrectionnel.

« Les carottes sont cuites... » C'est cette petite phrase-code, qui, dans le langage des initiés, annoncera le déclenchement de l'opération dont « Grand-père » développe les grandes lignes pour « Honoré ».

Conçu par le général Massu et par Léon Delbecque, ce fut d'abord le plan « Grenade ». On lui a préféré le nom de « Résurrection » depuis que de Gaulle, dans sa conférence de presse, a salué le 13 Mai comme « le début d'une sorte de résurrection ».

Initialement, il s'agissait de mettre sur pied une force d'intervention susceptible de s'opposer à un éventuel soulèvement populaire conduit par les communistes et les syndicats. Le même plan, amélioré, vise à présent à contraindre Pflimlin et son équipe à céder la place au général de Gaulle. Le but à atteindre et les moyens à mettre en œuvre, tout cela tient en une douzaine de feuillets que le commandant Vitasse va promener à travers la France en rameutant les conjurés. L'objectif, c'est donc de mettre en place un gouvernement « républicain » présidé par l' « Homme du 18-Juin ». Pour cela, il faut entreprendre une action psychologique intense qui fera appel au sentiment national de chacun. D'où la nécessité de multiplier dans les heures qui viennent les comités républicains de salut public.

Du Bourget à la porte de Saint-Cloud

Ces organismes auront pour tâche d'expliquer à la métropole ce que fut le 13 Mai, de préparer les esprits au retour de De Gaulle, bref de mettre la population en condition, d'en faire le support du mouvement insurrectionnel. La seule intervention de l'armée étant peu souhai-

ECPA



◀ Le général Miquel. Au ministère de l'Intérieur, on ne le perd pas de vue. C'est l' « homme de la subversion ». Il commande la région de Toulouse. Il est gaulliste. C'est un ami de Salan depuis Saint-Cyr et il va prendre la tête de « Résurrection » en métropole, sous le pseudonyme d'Honoré. Code : « Les carottes sont cuites ! »



Lamouliatte, une des vedettes de « Résurrection », quand il se battait à Dien Bien Phu. C'est lui qui partira d'Alger, avec le commandant Vitasse, pour alerter les bases de paras en France.

A gauche, le ▶ commandant Vitasse. Il commande la compagnie d'honneur du Q.G. de Massu. Son chef et Léon Delbecque sont les instigateurs de « Résurrection ».

table, il faudra provoquer des manifestations populaires d'envergure pour donner au soulèvement un caractère national. On placardera des affiches. On lancera des proclamations radiodiffusées qui, toutes, devront obligatoirement se terminer par : « Vive la France, Vive la République, Vive l'Algérie française, Vive de Gaulle ! » Surtout, on insistera sur le fait que l'armée ne vise qu'à maintenir l'ordre. Elle quittera la scène aussitôt que le général de Gaulle sera de retour à la tête du pays.

La partie militaire du plan à présent : les troupes venant du Sud-Ouest se poseront à Dugny-Le Bourget. Elles feront leur entrée dans Paris par la porte Saint-Denis. Celles d'Alger atterriront à Villacoublay et gagneront la capitale par la porte de Saint-Cloud. Un aérodrome de secours est prévu : celui de Brétigny. 5 000 parachutistes ont été prévus. Plus un appoint de troupes aéroportées formées de recrues du contingent. Le général Miquel disposera des appareils de sa région : 25 Nord-2501, 7 Breguet deux ponts, 5 DC-4. Alger mettra en œuvre tous les appareils de la flotte militaire basée outre-mer ainsi que les avions des lignes commerciales, réquisitionnés. Le général de Rancourt, commandant le groupement mixte des transports aériens, organisera la rotation des appareils.

Conan : la tour Eiffel

Dès leur arrivée à Paris, Massu, Ducasse et Trinquier, qui débarqueront avec la première vague, rejoindront le général Miquel au P.C. de l'opération installé aux Invalides. Le colonel Château-Jobert et les paras du Sud-Ouest s'empareront de la tour Eiffel avec mission de protéger les centraux militaires. Au colonel Cousteau et à son 3e R.P.C. reviendra la tâche de neutraliser le ministère de l'Intérieur, d'occuper le siège de la C.G.T. et celui du parti communiste, carrefour Châteaudun.

La préfecture de police et l'Hôtel de Ville, ce sera pour le colonel de Vismes, commandant la base-école des troupes aéroportées de Pau. Il sera appuyé par le bataillon de Joinville et le bataillon d'infanterie de Courbevoie.

C'est le colonel Moulie, du 1er R.P.C., débarqué d'Alger, qui se chargera de la Chambre des députés. Il protégera l'assemblée, l'hôtel de la présidence, le Quai d'Orsay et aussi les studios de l'O.R.T.F.

Pour transporter les troupes débarquées, il était d'abord prévu d'emprunter leurs autobus aux Parisiens. En définitive, on utilisera les camions des groupes de transport de Montlhéry, Sathonay, Versailles, Vincennes, etc., ceux qui servent pendant les grèves comme véhicules d'appoint.

Le général Coche, inspecteur général du train, assurera la répartition et l'approvisionnement en essence.

Les consignes les plus sévères sont données aux hommes chargés d'exécuter le plan « Résurrection ». Sauf cas de force majeure, aucun coup de feu ne doit être tiré. Paris doit tomber « en souplesse et en douceur ». Les quartiers musulmans devront être rapidement isolés et neutralisés en veillant à ne prendre aucune mesure raciste.

A Paris, le général Grout de Beaufort, qui vient de démissionner de ses fonctions d'adjoint au chef d'état-major général, commandera les opérations. Il lui incombera, si les circonstances l'exigent, d'arrêter le général Ely, son patron de la veille. Enfin, Salan et Soustelle arriveront d'Alger une fois le plan exécuté.

Une inconnue subsiste : le général de Gaulle acceptera-t-il de revenir à Paris dans ces conditions ? Plusieurs formules ont été envisagées pour lui forcer la main au cas où il rechignerait. Notamment celle-ci : en compagnie du président Coty, qu'ils auraient convaincu de se joindre à eux, les généraux Miquel et Massu se rendraient à Colombey-les-Deux-Eglises en hélicoptère. Cette singulière délégation userait de persuasion et ramènerait dans la capitale l' « Homme du 18-Juin », drapé dans le manteau de la légalité.

Roger Miquel approuve l'essentiel de ce plan, puis il fait le compte de ceux sur lesquels il pourra s'appuyer. Le général Lecocq, à Bordeaux, marchera. L'amiral Barjot, à Toulon, lui est acquis, il le sait, mais le général Gillot, à Marseille, est plus que réticent. A Paris, inutile de compter sur le gouverneur Morlière, non plus que sur le commandant de la région, le général Noiret. Les forces françaises d'Allemagne, que commande le général Jacquot, ne suivront pas davantage. Qu'à cela ne tienne, on s'en passera.

◀ Le colonel Château-Jobert, dit « Conan », qui commande, en mai 1958, la demi-brigade de paras de Bayonne. Il adhère avec enthousiasme au complot qui se prépare.

"Grand-père" se présente à Descour

Après Toulouse, où ils ont beaucoup avancé leur ouvrage, Vitasse et Lamouliatte se séparent pour exécuter, chacun de son côté, les différentes phases de leur mission. Le premier gagne Lyon. Le second se rend à Paris.

Dans la capitale des bords du Rhône, « Grand-père » se présente au général Descour, commandant la VIIIe région militaire. Avec ce gaulliste de la première heure — « Bayard » dans la Résistance — les choses vont bon train. Il donne son accord à l'opération.

Au « top » lancé par Alger, Descour ▶

Pour le transport ▶ des paras d'Algérie, Alger va réquisitionner tous les appareils de la flotte militaire basée outre-mer, ainsi que les avions des lignes commerciales (*photo* : des DC-4 d'Air Algérie).







A gauche, un Breguet sur la base d'Istres. *A droite*, des paras à l'embarquement, déjà équipés. *Ci-dessous*, un Noratlas sur un terrain d'Algérie. Appareils dont dispose le général Miquel. Massu, Ducasse et Trinquier devaient débarquer les premiers, « Conan » devait s'emparer de la tour Eiffel, protéger les centraux militaires, Cousteau, neutraliser l'« Intérieur », occuper la C.G.T., le P.C.F.



ramener de Gaulle et sauvegarder l'Algérie

entrera dans la « danse ». Il demande que le plan soit exécuté simultanément à Paris et à Lyon. Les forces de police ne feront pas de difficulté et il sait pouvoir compter sur un important concours de civils aussi bien dans la ville que dans la région. Mais le général n'exclut pas la possibilité d'une grève déclenchée par le P.C. et les syndicats. Il demande, pour l'épauler, deux compagnies de paras que l'on prélèvera sur la demi-brigade de Perpignan. Ils se poseront à Lyon-Bron et un détachement sera immédiatement acheminé sur Saint-Etienne pour y protéger la Manufacture d'armes.

Pendant ce temps, « Equipier » confère à Rambouillet avec le colonel André Gribius, patron du groupement blindé n° 2, la force militaire entourant Paris. Cet ancien de la 2ᵉ D.B. commandait le 3ᵉ bureau de Leclerc lors de son entrée dans la capitale. Il y a quelques jours, Léon Delbecque lui-même l'a mis « au parfum » de ce qui se prépare.

« Mon unité m'obéira, a répondu le colonel Gribius. Je marche avec vous, mais il est bien entendu qu'il s'agit de sauvegarder l'Algérie et de faire revenir de Gaulle. »

Gribius fait préparer essence et munitions. A l'heure H, il mettra en place un régiment de blindés sur chacun des terrains où doivent se poser les paras. Puis, accompagnant les troupes débarquées, il foncera sur Paris.

Vitasse rejoint Lamouliatte à Paris. Il voit Michel Debré, Jacques Foccart, Olivier Guichard avec lesquels il a diverses entrevues. Et comme dans toute bonne conspiration il faut passer inaperçu, il ne craint pas d'user de déguisements. Il lui arrive même d'enfiler la soutane d'un curé pour se rendre à certains des rendez-vous secrets qu'il donne dans des jardins publics ou en forêt de Saint-Germain...

« Grand-père » s'emploie ensuite à gagner la police et la gendarmerie. Il n'oublie pas les pompiers ni surtout les C.R.S., pour lesquels il trouve des tenues de campagne qui, au moment voulu, en feront des militaires. Tous marcheront-ils ? Sûrement pas. Il y a parmi les compagnies républicaines de sécurité divers groupes résolus à se montrer fidèles à Jules Moch, ministre de l'Intérieur. Et celui-ci est sans doute le moins résigné des hommes du pouvoir. Ses C.R.S. s'opposeront-ils au coup de force ?

Le coup de force ?

Vitasse prospecte aussi les amicales régimentaires, vétérans d'Indochine, associations de paras... Parmi ces anciens baroudeurs, les volontaires sont nombreux. Leur rôle : constituer des groupes

qui devront se placer sous les ordres des officiers commandant les unités débarquées d'Alger et de Pau ou arrivant de Rambouillet.

La France, Paris, bourdonnent de complots, de conspirations, de rumeurs de guerre civile pour demain. Les ménagères dévalisent les épiceries et stockent huile, café et sucre. Le président René Coty est inquiet. Ne va-t-on pas connaître des troubles sanglants ? Les bâtiments publics ne risquent-ils pas d'être pris d'assaut ?

Aussi le premier citoyen de la République songe-t-il sérieusement à réunir les organes de l'Etat en un espace restreint pour éviter la dispersion des forces de l'ordre. Un « réduit élyséen », en quelque sorte. Jules Moch, ministre de l'Intérieur, est prêt à s'appuyer sur les communistes pour faire pièce au coup de force qui se prépare. On assure que le ministre a fait entreposer dans la banlieue parisienne 250 fusils mitrailleurs et 40 000 grenades qu'il se propose de distribuer à l'extrême gauche. Il a confié le soin de garder les points sensibles, Intérieur, radio, centrales électriques, à 2 000 spécialistes sélectionnés.

Tous les chefs régionaux du parti communiste sont devenus introuvables. Des distributions d'armes aux militants auraient déjà eu lieu, ici et là. Des experts ayant suivi des cours en Russie enseignent, dans les permanences, la manière de fabriquer des cocktails Molotov.

Le P.C.F. représente-t-il réellement une force avec laquelle les insurgés devront compter ? Le général Miquel, qui s'est livré à une enquête sur ce point, ne le croit pas. Selon ses informations, il n'y aurait pas plus de 10 000 hommes du parti en état de combattre. L'armement dont ils disposeraient serait insignifiant. Leur équipement : des blousons de toile, des casques de motocycliste et des gants.

De l'autre côté, les groupes gaullistes, poujadistes, activistes de tout poil s'agitent dangereusement. Il faut contenir nombre d'impatients armés de fusils de chasse au canon scié qui veulent se lancer dans l'aventure sans attendre l'heure H.

« A Rouen, rapporte Jean Ferniot (1), le responsable gaulliste a dû faire appel secrètement à un commissaire de police sympathisant pour qu'il envoie en prison des agitateurs d'extrême droite. A Toulouse, on a toutes les peines du monde à éviter des écarts du Comité de salut public clandestin. De Fontenay-le-Comte (Vendée), on a envoyé en Mayenne, pour s'en débarrasser, un certain nombre de poujadistes... »

Pierre Lagaillarde qui, à tout prix, veut « en être et aux premières loges encore », est arrivé lui aussi à Paris. L'impétueux président des étudiants algérois entend rééditer dans la capitale le coup de la prise du G.G. Il se propose tout simplement de soulever le quartier Latin et d'enlever de vive force le Palais-Bourbon. Ces projets ne sont pas du goût des responsables du plan. « En souplesse et en douceur », a-t-on dit. Aussi « Pierrot » est-il gentiment « invité » à reprendre l'avion d'Alger en compagnie d'un capitaine de paras au sourire cordial mais à la poigne ferme...

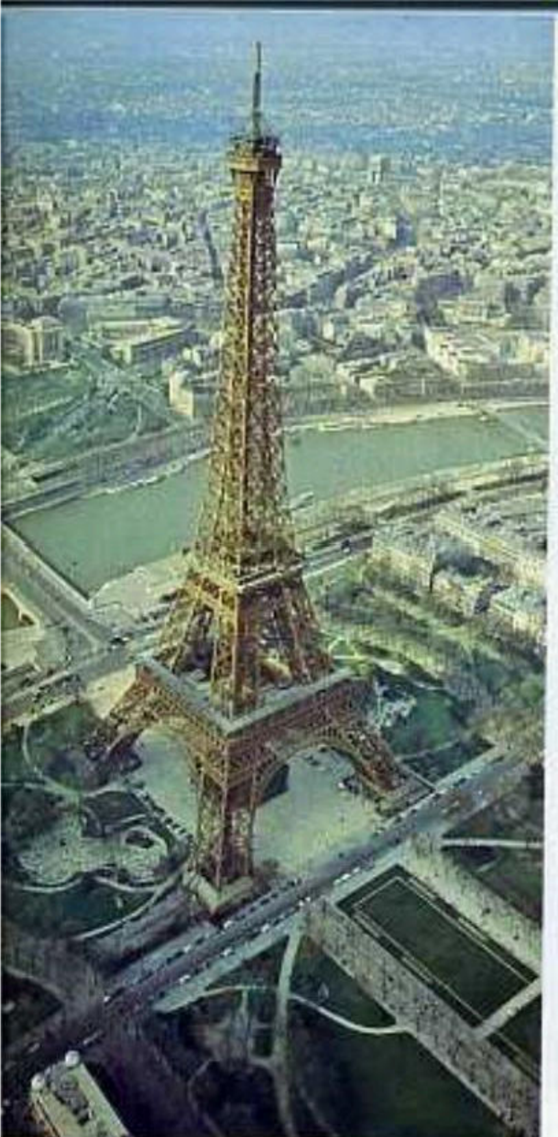
Veillée d'armes et atmosphère héroï-comique où les messages, les communi- ▶

(1) *De Gaulle et le 13-Mai* (Plon).



A plusieurs reprises ▶ le sénateur Debré rencontrera, à Paris, le commandant Vitasse et le capitaine Lamouliatte, qui le mettront au courant du plan « Résurrection ». Foccart et Guichard seront présents aussi. Les deux officiers devront porter des manteaux couleur de muraille, en l'occurrence, parfois, une soutane de curé.

"Résurrection": une carte qui ne sera pas jouée



◀ La tour Eiffel, fameux objectif de Château-Jobert. Et de Gaulle ? On ne sut jamais tout à fait clairement s'il approuva ou désapprouva. Ce fut selon l'instant...

cations, les rapports codés ayant trait à « Résurrection » jettent leur note cocasse. Les conjurés, en effet, s'affublent de pseudos bizarres, insolites, et ils en attribuent de malicieux parfois aux personnages occupant la scène politique avec lesquels ils doivent compter. Nous connaissons déjà « Grand-père » (commandant Vitasse), « Equipier » (capitaine Lamouliatte), « Honoré » (général Miquel), « Mureau » (colonel Gribius).

Salan devient « Maréchal », ce qui est flatteur, ou « le Veau », ce qui n'est pas gentil, ou encore « Diem », allusion à sa carrière indochinoise. Massu a droit au sobriquet de « Lapin » et encore de « l'Ane », Vanuxem à celui de « Rigoulot », Juille à celui de « Duraton ». « Toto », c'est le colonel Thomazo et « Gros Matou », c'est Soustelle...

Michel Debré a droit à « l'Archange » et Olivier Guichard à « Tournesol ». Jacques Foccart est surnommé « Mathurin », Chaban-Delmas, « Finas », Roger Frey, « Négus », Mendès-France — c'était obligé — est devenu « Nestlé ». Pour Mitterrand, on a trouvé « Raton », pour Guy Mollet, « Pointu », pour Lacoste, « Ficelle », pour Félix Gaillard, « Bidon », pour Sérigny, « Adémaï ». Enfin le président Coty est, pour les initiés du complot, « M. Durand » et l'ermite de Colombey, « Colombe »...

Cela doit-il être imputé à la confusion qui régnait un peu partout ou bien a-t-on voulu forcer la main à ceux de qui dépendait la mise en application du plan « Résurrection » ? Toujours est-il que l'opération a bel et bien connu un commencement d'exécution, comme le raconte Raymond Tournoux (1).

Le 29 mai, à Alger, le général Jouhaud reçoit un télégramme signé « Grand-père » lui annonçant que de Gaulle est « complètement d'accord » et que les paras sont attendus à partir de 2 h 30, le lendemain. « Aucun changement ne peut intervenir », ajoute le message.

Pronunciamiento à la française

Jouhaud consulte immédiatement Salan, qu'il trouve dans le plus grand embarras. Les deux généraux décident de câbler à Paris pour demander de surseoir de vingt-quatre heures lorsque parvient un second message annulant le premier. Entre-temps, en effet, le général de Gaulle a été reçu par René Coty et tout donne à penser que le processus légal va pouvoir s'engager. Seulement voilà : le général de Rancourt, de qui dépend le transport militaire aérien prévu pour « Résurrection », n'a pas attendu le contrordre. Il a fait décoller les avions du Sud-Ouest. Ceux-ci doivent faire demi-tour alors qu'ils sont déjà en route pour Paris.

Et de Gaulle ? Approuve-t-il, désapprouve-t-il le plan « Résurrection », ce *pronunciamiento* à la française qui aura pour conséquence d'imposer par la force à la nation un nouveau gouvernement dont on lui confiera la direction ? Lorsque le capitaine Lamouliatte vient s'enquérir, rue de Solferino, auprès du colonel de Bonneval et de Jacques Foccart, de la position de l' « Homme du 18-Juin » à ce sujet, il s'entend répondre : « Le général n'acceptera qu'un retour dans la légalité. »

A la lecture des télégrammes que « Grand-père » et « Honoré » échangent avec Salan, Jouhaud et Massu, il n'est guère aisé de se faire une opinion. Tantôt on y lit que « Grand Charles » est entièrement d'accord, tantôt qu'il est difficile d'obtenir le point de vue de « Grand Charles », tantôt qu'il « demande d'une manière ferme d'éviter toute intervention », tantôt qu'il « réclame qu'aucune action ne soit entreprise »...

De son côté, le général Dulac, adjoint du général Salan, qui, à la demande de l'ermite de Colombey, est venu d'Alger lui rendre compte de la situation, résume ainsi son impression après l'entretien qu'il eut, le 28 mai, à la Boisserie, avec de Gaulle : « L'opération « Résurrection » fut pendant ces quelques heures l'espoir suprême, sinon la suprême pensée (2). »

De Gaulle, en effet, après avoir trouvé « légers » les effectifs prévus pour mener à bien l'opération, avait émis cette réflexion devant Dulac : « Il eût été immensément préférable que mon retour aux affaires se fût effectué par la voie du processus. »

Ainsi, à ce moment du moins, le général ne repoussait nullement, semble-t-il, l'éventualité du coup de force militaire.

En définitive, le général était-il pour ou contre ? Pour autant que l'on puisse aujourd'hui répondre à cette question, en suivant les méandres de sa pensée et en analysant sa politique, il est probable qu'en effet il n'aurait pas accepté le coup de force. Mais il fallait qu'il fût sur le point de se produire pour que Charles de Gaulle, arbitre suprême, pût disposer tout à la fois des éléments de persuasion et de la « force de dissuasion » dont il avait besoin pour que, de nouveau, lui fussent confiées par ses concitoyens les rênes de l'Etat. H

Pierre-Albert LAMBERT

(1) *Jamais dit* (Plon).

(2) *Nos guerres perdues* (Fayard).



De Gaulle, tel qu'il apparut aux Algérois, en juin 1958. L'intervention des paras dans l'hexagone n'avait pas été nécessaire. Une seule menace avait suffi... ▶

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Maroyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsan*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Public Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-68-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros. 67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros. 123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite. 159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites. 302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires en France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 49e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

ÉCRITS ET DÉCLARATIONS (Mai 1958)

« Devant le déploiement de ces intérêts et dans le moment où ils se disputent l'État, le général de Gaulle ne saurait se départir d'un silence qui constitue sa principale force parce qu'il est la condition même de sa liberté » (Frey, secrétaire général du Centre des républicains sociaux, le 12 mai).

« Certains traitent de généraux factieux des chefs qui n'ont été l'objet d'aucune sanction de la part des Pouvoirs publics, lesquels leur ont délégué toute l'autorité. Alors, moi, qui ne suis pas actuellement les Pouvoirs publics, pourquoi voulez-vous que je les traite de factieux? » (Conférence de presse du général de Gaulle, le 19 mai 1958)

« En Algérie, les Algériens d'origine européenne ont eu peur d'être abandonnés. Ils l'ont dit avec tout à la fois sincérité et violence. Pour l'avoir entendu une fois en février 1956, je sais tout ce qu'il y a de valable dans ce cri; je l'ai compris. » (Lettre de Guy Mollet au général de Gaulle du 25 mai 1958)

« Je connais votre volonté de rétablir sans délai en Algérie, dans le respect de l'égalité et de la dignité humaines, la nécessaire amitié franco-musulmane, sans quoi il n'y aurait plus de libre Algérie. » (Lettre de Vincent Auriol au général de Gaulle le 26 mai 1958)

« La République continue. Paris n'a pas capitulé devant Alger. L'investiture accordée à M. Pierre Pflimlin nous aura épargné cette dernière honte. Et maintenant, face au pronunciamiento, il faut que la gauche française ressuscite... » (« L'Express » du 15 mai)

« Ce peuple, cette armée, et ces Français musulmans... s'ils disent « de Gaulle », qui osera leur faire la leçon, prononcer autre chose? Car ce nom n'est rien d'autre que l'appel à l'État, à l'État juste et fort, en qui « République » un instant, retrouve son sens pur et romain. » (Pierre Boutang dans « La Nation française » du 21 mai)

« La République est menacée. L'insurrection civile et militaire en Algérie et le manifeste du général de Gaulle témoignent que l'assaut contre le régime républicain est lancé... » (« Le Populaire » du 16 mai)

« Investi de responsabilités écrasantes, M. Pflimlin doit faire face et y paraît résolu. Le général de Gaulle, lui, est mis en demeure. Le « Moi, général Massu » que nous avons entendu cette nuit, peut susciter en lui d'étranges résonances. » (Sirius dans « Le Monde » du 15 mai).

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



ESPOIR DE PAIX : LA FRATERNISATION

Sommaire

- **Fraternisation**

Pendant des jours et des jours on voit arriver au Forum tout le bled algérien, sans qu'aucun attentat soit commis dans la foule, dans les trains qui entrent dans les gares d'Alger avec des fellahs en grappe jusque sur les marchepieds. Pourquoi?

- **Le F.L.N. et mai 1958**

Quelle sera l'attitude du F.L.N. devant ces manifestations de masse dans les grandes villes d'Algérie? Quelle mesure prendra-t-il pour s'opposer à ce mouvement de fraternisation qui s'étend maintenant à de très nombreux villages?

- **S.A.U. Alger**

La Casbah avait, certes, été contrôlée. Alger ne connaissait plus les bombes des terroristes. Mais à la veille du 13 mai, un très grand nombre de musulmans de la capitale demeuraient toujours dans l'immobilisme, l'attentisme. Comment 35 000 d'entre eux se retrouvèrent-ils au Forum?

- **Dulac-de Gaulle**

Maîtres de la situation en Afrique du Nord, les militaires français veulent aller plus loin, renverser le gouvernement, par les armes s'il le faut. Les parachutistes sont mis en alerte, des officiers de liaison sont parachutés en France. De Gaulle est prévenu. Couvrira-t-il l'opération?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 253 - 16 octobre 1972.

HISTORIA
magazine



DANS LE BLED, ILS ONT REPRIS CONFIANCE. LEUR VISAGE RESPLENDIT. ILS APPLAUDISSENT ET ACCLAMENT LE NOM DE LA FRANCE. CETTE FRANCE RESTERA-ELLE AVEUGLE ET SOURDE ? CETTE PHOTO A ÉTÉ PRISE A OUED-ZENATI.



☆ ★ ☆



☆ ☆ ☆ ★ ☆ ☆ ☆

Depuis le 13 Mai

L'ALGÉRIE APPELLE LA FRANCE

☆ ☆ ☆ ★ ☆ ☆ ☆



CES ANCIENS COMBATTANTS MUSULMANS, MUTILÉS, SONT VENUS D'UN VILLAGE PERDU — LE KHROUB — POUR MANIFESTER A CONSTANTINE LEUR ATTACHEMENT AU DRAPEAU FRANÇAIS.

☆ ★ ☆



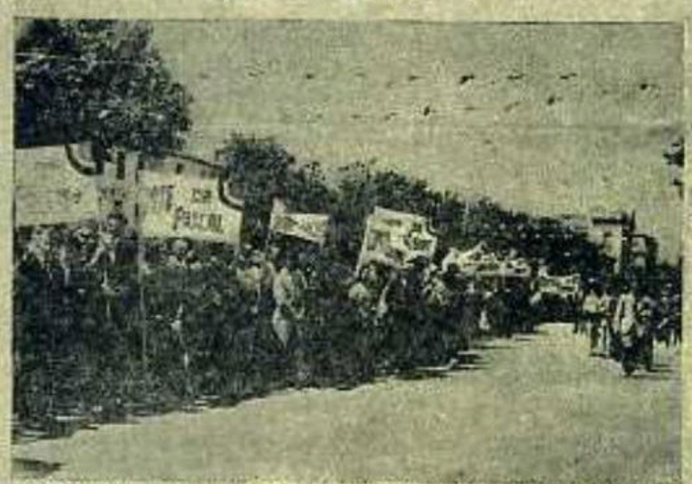
LE MONDE EN CROIRA-T-IL SES YEUX ? VOICI, DANS LES RUES DE SÉTIF, UN MUSULMAN BRANDISSANT UN DRAPEAU FRANÇAIS ET PORTÉ EN TRIOMPHE PAR DE JEUNES EUROPÉENS.

☆ ☆ ☆ ★ ☆ ☆ ☆



A CONSTANTINE, BOURGEOIS EUROPÉENS, BOURGEOIS MUSULMANS, FELLAHS (PAYSAN MUSULMAN), PETITS SOLDATS DE FRANCE, YAOULEDS (ENFANTS MUSULMANS) : TOUS UNIS DANS L'ESPOIR D'UN RENOUVEAU FRANÇAIS. EST-CE L'ÉBAUCHE DU BIEN : L'AMOUR ?

☆ ☆ ☆ ★ ☆ ☆ ☆



PASCAL, COLBERT, AMPÈRE : VILLAGES D'ALGÉRIE. PASCAL ÉCRIVAIN, COLBERT MINISTRE, AMPÈRE PHYSICIEN. LES LETTRES, LES LOIS, LES SCIENCES. LE PRESTIGE DE LA FRANCE A TRAVERS LE MONDE NE DISPARAITRA PAS D'ALGÉRIE.



LE ZOUAVE DU PONT DE L'ALMA A UN FRÈRE EN ALGÉRIE, SUR UNE PLACE DE PHILIPPEVILLE. LES ZOUAVES FURENT CRÉÉS PAR BUGEAUD, LEQUEL DÉMISSIONNA A CAUSE DE LA POLITIQUE INCOHÉRENTE MENÉE A PARIS.